2 FRS

SPARTACUS

CAHIERS MENSUELS

Documents recueillis par

**Katia Landau**

# Le stalinisme en Espagne

*Témoignages de Militants Révolutionnaires sauvés des prisons staliniennes*

PRÉFACE D'ALFRED ROSMER

SÉRIE NOUVELLE

N° 11

# PRÉFACE D'ALFRED ROSMER

*Ce n'est pas la première fois que nous vient d'Espagne le récit d'atrocités, de tortures perpétrées sur des prisonniers dans les geôles, d'assassinats réalisés par les policiers ordinaires ou par des mercenaires spécialisés visant à la suppression systématique des militants ouvriers. Au cours de l'âpre lutte que les ouvriers syndicalistes révolutionnaires et anarchistes livrèrent sans répit à la monarchie semi-féodale et à la dictature, la répression se développa à maintes reprises d'une manière si sauvage, les violences commises sur les prisonniers étaient si féroces, les tortures si sadiques, que leur révélation soulevait la colère du prolétariat dans tous les pays, indignait cette portion de l'opinion libérale et démocratique qui refusait de se faire par son silence complice des bourreaux, et provoquait la formation d'un mouvement de solidarité si puissant en faveur des infortunées victimes que les tortionnaires cléricaux et monarchistes se trouvaient contraints de cesser leur abominable besogne.*

*Mais c'est la première fois qu'une même répression, le recours semblable à des méthodes raffinées de torture des prisonniers, l'assassinat en Espagne, sous le couvert de la défense de la démocratie, de la lutte contre le fascisme de militants ouvriers par des « tueurs » professionnels s'accomplissent dans l'indifférence ou le silence complice, parfois l'approbation ouverte des représentants de ces groupements et organisations qui jadis dénonçaient les crimes des gouvernants et de leurs agents d'exécution.*

*Les faits rapportés dans cette brochure sont déjà connus, pour l'essentiel sinon dans leur odieux détail, de tous ceux qui ont voulu savoir ce qui se passait réellement en Espagne. Ils ne sont pas contestés et ne peuvent pas l'être. Mais il faudrait les taire. Parler serait servir Franco en jetant le trouble dans les rangs antifascistes. Il faut d'abord battre Franco. Mais après la victoire, il y aura, entre antifascistes victorieux, des règlements de comptes, et la Révolution reprendra sa marche en avant. Aveuglement volontaire ou trahison de ceux qui se sont laissés corrompre par le pouvoir et n'ont plus confiance dans la classe ouvrière. Comment s'imaginer en effet qu'une répression aussi clairement dirigée et poursuivie avec une implacable persévérance puisse n'être qu'un fait secondaire, isolé, restant en marge de la bataille générale ? Il est évident au contraire qu'elle fait partie intégrante de la politique délibérée du gouvernement républicain, qu'elle est, de cette politique, le commentaire le plus clair, l'explication la plus précise. Le simple rappel des événements qui se sont déroulés depuis mai 1936 suffit à le montrer.*

*Les ouvriers anarchistes, socialistes, poumistes, et eux seuls presque sans armes, ont sauvé Madrid et Barcelone, et avec les deux capi-*

*tales c'est le pays tout entier qui serait sauvé si le gouvernement n'était effrayé par le caractère socialiste que prend aussitôt la défense de la République. Les ouvriers ne se sont pas jetés sur les mitrailleuses par amour des chefs républicains — qu'ils ont déjà vus à l'œuvre de 1931 à 1933 — mais parce que la foi révolutionnaire les anime. Il est tout de suite évident que la lutte n'est plus cette fois entre les démocrates impuissants d'Azaña et les généraux rebelles mais entre le socialisme et le fascisme. Les grands exploiteurs, industriels et féodaux agrariens qui ne se font pas d'illusions ont tous passé chez Franco. Et Mussolini aussi le comprend. Il envoie immédiatement du renfort, contribue à assurer le libre passage entre le Maroc et l'Espagne franquiste, ce qui permet à Franco de constituer cette troupe de choc, légionnaires et tirailleurs marocains, sans laquelle il aurait été contraint de capituler rapidement.*

*Mais il y a les « grandes démocraties » ? En France, le gouvernement qui est de Front populaire adopte la politique dite de « non-intervention », d'accord avec le gouvernement britannique.*

*Et l'autre « démocratie », la stalinienne ? Mussolini a envoyé des avions sans perdre un instant. Staline, lui, ne donnera d'abord au prolétariat espagnol, un mois plus tard, au milieu d'août, que le « réconfort moral » du premier « procès de Moscou ». En cette fin de juillet 1936, il est tout occupé à le monter — avec Iagoda, le « traître » de 1938. Et jusqu'à fin septembre, c'est tout ce qu'il enverra aux ouvriers espagnols, pauvrement armés et équipés devant un adversaire qui progresse dangereusement. A cette date, il ne donne pas mais vend des armes au gouvernement républicain. Et il ne le fait pas sans poser des conditions : avec les armes, il faut prendre sa politique. Celle-ci consiste essentiellement dans la liquidation la plus rapide possible de la Révolution socialiste. Pour Staline, en effet, il ne s'agit pas d'une lutte décisive entre le socialisme et le fascisme. Il faut cacher, en attendant de la détruire complètement, tout ce qui indique la révolution socialiste, ne plus parler que de défense de la démocratie, surtout transporter le conflit sur le terrain de l'antihitlérisme, donc alarmer la France et l'Angleterre, exciter le pire chauvinisme pour amener les gouvernements de ces deux pays à intervenir, transformer la grande bataille ouvrière en bagarre entre impérialismes rivaux. S'il y a en Espagne des gêneurs, des hommes qui se mettent en travers de cette liquidation, il faudra les supprimer, précisément selon la méthode qu'on vient d'inaugurer à Moscou avec ce premier procès des vieux bolchéviks. A cet effet, un personnel spécial arrive avec les tanks et les avions ; il est placé sous la direction d'Antonov-Ovséenko — un « traître » cependant selon les dernières nouvelles — nommé consul général à Barcelone, là justement où les « gêneurs » sont les plus nombreux, disposent d'une force ouvrière imposante et d'un prestige qu'ils ont acquis par leur attitude au cours des journées héroïques du début du soulèvement. Antonov donne ses instructions, met en mouvement ses agents : un Etat dans l'Etat se constitue dans toute l'Espagne républicaine et singulièrement à Barcelone et en Catalogne, avec sa police, ses prisons, ses bourreaux, agissant en maître absolu en marge de la police et des autorités régulières. Ce sont eux qu'on voit à l'œuvre dans les témoignages ici rapportés, torturant des hommes et des femmes, après avoir fait enlever et disparaître Bernieri, Barbieri, Andrés Nin, Kurt Landau, Marc Rhein-Abramovith, Erwin Wolf, Freund Moulin et combien d'autres moins connus, anarchistes, poumistes, socialistes, membres de la IV^e^ Internationale, accourus de partout pour lutter aux côtés des ouvriers espagnols, révolutionnaires éprouvés, antifascistes plus sûrs que M. Azaña.*



*Est-ce que ces crimes ont empêché l'avance régulière de Franco ? Ne voit-on pas, au contraire, qu'il y a un parallélisme certain entre leur accomplissement et les succès répétés de l'ennemi, installé aujourd'hui en Catalogne même, ce que chacun, aux premiers mois de la Révolution eût considéré comme une hypothèse absurde. Certes il y a eu des trahisons, mais jamais du côté où les staliniens prétendent en trouver, et toujours parmi leurs alliés et leurs troupes ; des généraux républicains ont passé chez Franco, des ministres staliniens ont fui devant l'ennemi au moment le plus critique... La cinquième colonne n'est pas un mythe mais les traîtres et les espions qui la composent sont toujours en liberté et peuvent agir impunément : la police républicaine ne les découvre jamais — quand elle ne les protège pas — et la police stalinienne ne cherche que les révolutionnaires.*

*Staline a vendu des armes à l'Espagne républicaine. Mais il a en même temps apporté la démoralisation parmi les ouvriers et paysans d'Espagne. Beaucoup étaient d'abord reconnaissants à l'U.R.S.S. de l'aide fournie, mais ils ne pouvaient comprendre que la fourniture d'armes comporte comme condition première l'abandon de la révolution socialiste déjà réalisée dans les faits. Démoralisation et passivité se sont étendues au prolétariat de tous les pays. C'est ainsi que la Fédération française des cheminots, dont la direction est stalinienne, se borne à regarder passer les trains de munitions que ses adhérents acheminent chez Franco, satisfaite, semble-t-il, de noter ironiquement : «C'est beau la non-intervention ! » La bourgeoisie, même démocratique, est dans son rôle quand elle intervient contre une révolution socialiste. C'est ce qu'elle a fait contre la Russie soviétique, contre la Hongrie soviétique, contre la révolution allemande. Il n'y a rien là qui devrait nous surprendre. Mais quand des représentants de grandes organisations ouvrières se bornent à des dénonciations platoniques de la non-intervention sans faire appel à l'action directe des ouvriers, demandent au gouvernement de se préoccuper de l' « intérêt français », on voit clairement qui, finalement, aide Franco. Cela, qui est une trahison véritable c'est le fruit empoisonné de la politique stalinienne, politique de défaite doublée à présent, partout, de l'assassinat des militants demeurés révolutionnaires. Les pages qui suivent en apportent de nouvelles preuves. Qui veut contribuer à la victoire de l'antifascisme doit parler.*

Alfred Rosmer.

## INTRODUCTION

Avec angoisse, les ouvriers du monde entier suivent l'avance des bandes fascistes en Espagne. Malgré la gravité de la situation militaire en Espagne, nous publions un acte d'accusation contre la direction d'un parti qui se dit antifasciste. Nous savons qu'il y aura certainement de bons camarades qui, d'accord avec nous sur l'appréciation de ce parti, trouveront que le moment est mal choisi pour accuser et qu'il faut tout concentrer sur une seule question : comment aider nos frères espagnols ?

Celui qui a vécu la guerre civile espagnole, consciemment, sait qu'une aide efficace n'est possible que si l'on connaît les causes de la défaite actuelle. Nous préférerions ne parler que de victoires et d'unité fraternelle. Mais les faits nous obligent à parler des coupables qui se trouvent dans nos rangs ; sinon l'unité ne se fera jamais.

La guerre civile en Espagne nous a fait comprendre que **seule la classe ouvrière révolutionnaire battra le fascisme.** Et nous savons que le prolétariat ne peut être victorieux qu'en suivant sa politique de classe indépendante.

Jusqu'à présent, les réformistes étaient seuls à combattre cette politique indépendante de classe ; les staliniens, aujourd'hui, ne sont pas moins opposés à une politique révolutionnaire, mais ils se cachent derrière les traditions de la glorieuse révolution d'octobre. En réalité, ils ont abandonné le marxisme révolutionnaire et les expériences de la Révolution d'octobre sont pour eux lettre morte. Ils ont perdu la foi dans la révolution, dans la force révolutionnaire des masses. En fonction d'un pacte entre l'U.R.S.S. et les impérialismes démocratiques, ennemis mortels de la révolution prolétarienne, ils ont sacrifié leur politique internationale.

En U.R.S.S. même, les staliniens ont assassiné tous les anciens collaborateurs de Lénine, toute l'ancienne garde bolchévik. On les a assassinés après les avoir diffamés et déshonorés. Les chefs actuels de l'I.C. ne se sont pas rendus compte que, ce faisant, ils traînent dans la boue leur propre passé politique, le parti bolchévik et toute la Révolution d'octobre. Ce n'est que le fascisme international qui s'en réjouit et en profite.

Tous ceux, socialistes ou communistes qui osent s'opposer à la politique néfaste du stalinisme sont accusés d'être des agents du Gestapo, de Mussolini, de Franco et la presse stalinienne exige leur « liquidation physique ». Commençant par la calomnie, le stalinisme ne recule plus devant aucun crime pour faire taire la voix de l'opposition. Ces méthodes staliniennes mèneront obligatoirement à une décomposition du front antifasciste dans le monde entier. Remplaçant la lutte idéologique et la discussion objective par la confusion et la violence, le stalinisme pousse le prolétariat international à une défaite inévitable. Pour battre



le fascisme, le prolétariat doit se rendre compte qu'il faut rompre avec ces méthodes. C'est pour cela que nous dénonçons publiquement les coupables des événements tragiques qui se passent en Espagne.

**Pourquoi les staliniens ont-ils déchaîné cette campagne de calomnies, cette lutte à mort en premier lieu contre le P.O.U.M. ?** Puisque selon eux, la classe ouvrière, en ce moment, doit renoncer à une politique révolutionnaire indépendante, il était naturel que les staliniens passent obligatoirement à l'attaque contre le P.O.U.M., représentant le plus conscient de cette politique. Deux systèmes politiques inconciliables s'opposent. Les uns se servent des armes de la conviction idéologique, tandis que les autres proclament la liquidation physique de leurs adversaires.

**Les camarades du P.O.U.M., ennemis les plus acharnés de Franco, les staliniens les accusent d'en être les agents.**

**Les camarades du P.O.U.M., défenseurs les plus intransigeants de la guerre révolutionnaire, sont qualifiés de défaitistes.**

**Les camarades du P.O.U.M., qui sont l'avant-garde de la révolution, sont traités de contre-révolutionnaires.**

Ainsi les staliniens font le jeu de la bourgeoisie libérale qui se sert d'eux pour liquider les éléments révolutionnaires tout en détruisant les dernières conquêtes prolétariennes de juillet 36.

Profondément attachés à la lutte héroïque du prolétariat espagnol, nous ne pouvons pas nous taire sur les méthodes dont les staliniens se sont servis dans cette lutte fratricide qu'ils ont voulue. A ceux qui croient qu'il faut se taire pour ne pas donner des arguments aux réformistes d'un côté, à nos ennemis de classe de l'autre côté, nous demandons :

**Qui donne des arguments à nos adversaires ?** Celui qui assassine la vieille garde bolchévik ou celui qui condamne ces assassins ?

**Qui donne des arguments à nos adversaires ?** Celui qui accuse des révolutionnaires d'être des agents de Franco, du Gestapo, de Mussolini, du Japon ou celui qui veut extirper du mouvement ouvrier ces méthodes de diffamation ?

**Qui donne des arguments à nos adversaires ?** Celui qui, en Espagne, arrête, enlève et assassine des révolutionnaires ou celui qui dit : assez de ces méthodes fascistes, employées contre les militants révolutionnaires ?

# I. Le stalinisme, bourreau de la Révolution Espagnole

## LES ARMES RUSSES
## AIDE FRATERNELLE OU CHANTAGE POLITIQUE

**19 Juillet 1936.** — Journées inoubliables de lutte et de triomphe contre l'insurrection fasciste en Catalogne ; héroïsme inoubliable des camarades de la C.N.T.-F.A.I. et du P.O.U.M. qui descendent les premiers dans la rue, qui, armés d'un revolver, d'un vieux fusil de chasse, souvent avec leurs poings nus, se jettent contre l'ennemi. Des milliers, des dizaines de milliers tombent, ils sacrifient leurs meilleurs combattants dans les luttes de rues, à Majorque, sur les divers fronts. Mais aucun sacrifice ne leur semble trop grand pour battre Franco et pour mener à la victoire la révolution espagnole.

Le prolétariat international, et surtout les ouvriers des pays fascistes et semi-fascistes, suivent avec enthousiasme et espoir la lutte des camarades espagnols dans toutes ses phases. Mais ni en France, ni en Angleterre la pression du mouvement ouvrier sur les gouvernements « démocratiques » n'est assez forte pour qu'on livre à l'Espagne rouge des armes en quantité suffisante. Pendant que Hitler et Mussolini ne cessent d'envoyer à Franco des armes et des troupes en abondance, le prolétariat international se contente plus ou moins de démonstrations de sympathie et de protestations platoniques.

Juillet, août, septembre, octobre, de longs mois d'attente anxieuse et vaine passent, compromettant profondément les principes de la solidarité internationale.

Une seule exception : le Mexique envoie une cargaison d'armes, comme un signe de solidarité avec la Révolution espagnole. Mais cela, c'est un geste qui ne résoudra pas le problème. Et quand, enfin, les armes russes arrivent, dans le moment si tragique où les bandes fascistes ont déjà envahi les faubourgs de Madrid qui semble perdue, les ouvriers espagnols se jettent sur ces armes comme le naufragé sur la planche de salut. **Ils paient ces armes russes avec de l'or et avalisent les conditions politiques du soutien stalinien.**

Pour sauver Madrid, disent-ils, ne reculons devant aucun sacrifice. Ce n'est pas seulement à Madrid, mais aussi au front d'Aragon que les armes manquent. Au front d'Aragon, ce sont les miliciens de la C.N.T.-F.A.I. et du P.O.U.M. qui attendent. Avec les armes modernes russes, ils iront à la conquête de Saragosse, contribuant ainsi de la façon la plus efficace et définitive à ce que soit rompu l'encerclement de Madrid. Et



les armes, cette fois, ne sont point un rêve lointain ; elles sont là, dans le port de Carthagène.

Mais au front d'Aragon les miliciens anarchistes et ceux du P.O.U.M. attendent en vain ; et lentement ils reconnaissent la vérité cruelle : les armes russes sont des armes politiques, dirigées contre les éléments révolutionnaires de la C.N.T., de la F.A.I. et du P.O.U.M. Elles servent l'intervention politique de l'U.R.S.S. dans les affaires de l'Espagne ; elles servent le développement artificiel de ce petit groupe misérable que représentait au commencement de la révolution le Parti Communiste catalan ; elles servent à l'étranglement de la Révolution et de ses plus fidèles et intransigeants défenseurs.

Sous la pression des armes russes s'effectue le premier coup : l'éloignement du P.O.U.M. de la Généralité. Et puis la lutte à fond s'engage contre toutes les conquêtes révolutionnaires, contre les comités, contre les milices révolutionnaires, contre les patrouilles de contrôle. L'atmosphère dans toute la Catalogne est de plus en plus tendue. Les ouvriers se sentent trompés, provoqués. Et quand, le 3 mai, Rodriguez Sala, chef de police, membre du P.S.U.C. se livre à l'assaut de la Centrale téléphonique de Barcelone qui, depuis la révolution, est contrôlée par des ouvriers de la C.N.T. et de l'U.G.T., les ouvriers révolutionnaires considèrent cet acte comme une provocation froidement préparée et réfléchie ; la résistance s'organise immédiatement et avec une vigueur inattendue. La grève générale éclate, des barricades se dressent un peu partout.

Et le P.O.U.M. ? Le P.O.U.M. n'abandonne pas le prolétariat en lutte, ne se contente pas de lui donner de bons conseils, il se met fraternellement à ses côtés, suivant ainsi les meilleures traditions révolutionnaires. Marx et Engels n'ignoraient pas que la Commune isolée ne pourrait pas être victorieuse, mais ils n'hésitèrent pas un seul moment à se solidariser avec elle. Le Spartakusbund se rendait compte que l'insurrection de janvier à Berlin n'était que la lutte isolée d'une minorité ; ce qui ne l'empêcha pas d'y prendre part. Mais cette défense d'un mouvement révolutionnaire spontané, (c'est là toute l'activité du P.O.U.M. dans les journées de mai), les staliniens la falsifient ; ils en font un putsch préparé et organisé par le P.O.U.M. sur l'ordre des fascistes.

Immédiatement après les événements de Mai commence une campagne de calomnies gigantesque contre le P.O.U.M., campagne qui prépare la mise hors la loi du parti, l'arrestation et la persécution la plus acharnée de ses chefs et de ses adhérents.

**Juin 1937.** — A peine une année après l'éclatement de la révolution, des milliers et des milliers d'antifascistes remplissent les cachots de l'Espagne républicaine. **Le mot d'ordre est celui de Moscou : liquidation physique de l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire.** Staline mobilise sa presse internationale et son appareil du G.P.U. international. La presse socialiste se tait ; on ne peut pas risquer d'affaiblir le Front

populaire pour la simple immixtion de Staline dans les affaires de l'Espagne ! On jette des révolutionnaires éprouvés dans les cachots, on les torture physiquement et moralement, on les assassine. Et cette fois, cela ne se passe pas dans la Russie lointaine, mystérieuse, hermétiquement isolée du reste du monde, mais dans un pays voisin de la « grande démocratie française ». Et la soi-disant presse indépendante bourgeoise de gauche, en gardant un silence honteux sur tout cela, s'est faite la complice du stalinisme.

## DE QUOI ACCUSE-T-ON NOS CAMARADES ?

Le gouvernement Negrin a mis en liberté quelques étrangers pour démontrer à l'étranger qu'il ne couvre pas les crimes des staliniens, comme un de ses ministres l'a dit. On nous a relâchés, nous, les « trotskistes-fascistes », pour mettre fin à ces interventions gênantes et à toutes ces campagnes en notre faveur et enfin pour démontrer aux staliniens qu'ils ne sont plus maîtres omnipotents en Espagne.

On a relâché deux douzaines de camarades : **15.000, dont à peu près mille du P.O.U.M., restent dans les prisons officielles et clandestines de l'Espagne républicaine.** On maintient contre eux les mêmes accusations que celles soulevées contre nous ; haute trahison, préparation idéologique et militaire des journées de mai, relations avec Franco, Hitler et Mussolini, préparation d'attentats, même pas en premier lieu contre les chefs du P.S.U.C. ou du P.C.E., mais contre le « père des peuples », contre « le soleil du socialisme », contre Staline.

Mille fois plus honteuses encore sont les accusations contre les camarades de la F.A.I., surtout contre les commandants et commissaires politiques des glorieux bataillons anarchistes. Beaucoup d'entre eux se trouvent depuis de longs mois dans les prisons staliniennes de Santa Ursula, de la Vallmajor, etc. On ne les considère pas comme des prisonniers politiques, mais de droit commun, les accusant de vol, de pillage, d'assassinat.

Nous savons trop bien en quoi consistent les « crimes » de nos camarades. Ils étaient les premiers dans la lutte contre Franco, ils étaient les défenseurs les plus clairvoyants et les plus courageux de l'idée selon laquelle la guerre et la révolution sont inséparables. Et ils ont démontré dans les journées de Mai qu'ils ne veulent pas se taire en face de la destruction, par les staliniens, des conquêtes révolutionnaires.

La calomnie, la diffamation, le meurtre et l'assassinat : voilà les armes des staliniens contre les camarades espagnols. Nous ne ferons pas taire leur presse menteuse, vendue, et nous ne nous faisons aucune illusion sur leur appareil international du G.P.U. Disposant, nous, de très peu de moyens d'expression et de protestation, renonçant à l'assassinat comme arme politique, il ne nous reste qu'une seule arme : la vérité.



En nous expulsant de l'Espagne on nous demandait très gentiment de nous taire, de ne pas faire de scandale. Qui croit que nous voulons faire du scandale, se trompe. Nous voulons dire la vérité et rien que cela. C'est, nous semble-t-il, la forme la plus efficace de la défense de nos camarades espagnols et en même temps un devoir élémentaire de solidarité envers eux.

Nous donnons maintenant la parole au camarade H. L. De ses interrogatoires ressort clairement la fausseté et le ridicule des accusations portées contre le C.E. du P.O.U.M. Avec lui, beaucoup de camarades étrangers appartenant aux milices du P.O.U.M. sont prêts à comparaître devant n'importe quel tribunal régulier pour témoigner que toutes ces accusations sont des produits de l'imagination stalinienne. Il y en a qui étaient avec les milices du P.O.U.M. au front depuis le premier jour de la Révolution. Il y en a qui ont occupé des postes importants dans l'état-major. Ils ne se seraient pas aperçus des actes de sabotage, des relations permanentes avec les fascistes ? Cela est trop grotesque.

### Témoignage du camarade H. L.

« Personnellement on me reproche ma participation aux événements de mai en tant que milicien du bataillon de choc Rovira, et on m'accuse d'avoir jeté une grenade à main contre le café Mokka, maison voisine du Comité Exécutif du P.O.U.M. Comme j'étais au front pendant tous ces jours, j'étais vraiment dans l'impossibilité de jeter des bombes à Barcelone. Comme l'interrogateur prétend qu'il y a des témoins pour prouver ma participation aux événements de mai, je demande une confrontation. On me répond que, **par principe, on ne convoque pas de témoins** ».

Dans les interrogatoires on accuse le P.O.U.M. des délits suivants : préparation de l'insurrection de mai par le Comité Exécutif du P.O.U.M. **et participation ouverte du bataillon de choc Rovira.** Actes de sabotage au front par les milices du P.O.U.M. Défense de tirer contre les fascistes. Infraction à la suspension de permission. Abandon de postes, actes de sabotages contre les collectivités agricoles près du front.

On prétend que le C.E. du P.O.U.M. avait, longtemps avant les événements de mai, tout préparé pour une insurrection armée ; que, sans cesse, des tanks, des camions blindés, des canons, des mitrailleuses, des fusils et des munitions ont été transportés du front à l'arrière. Les transports d'armes auraient commencé dès le début du mois d'avril. Les comités locaux, le Comité Exécutif et la rédaction de « La Batalla » auraient disposé de grenades à main, de mitrailleuses et de canons en bon nombre.

## Voici les prétendus actes de sabotage du P.O.U.M. au front

Au front d'Aragon, le général Pozas a ordonné la suspension absolue de permission, mais les milices du P.O.U.M. n'en prennent pas acte. Au contraire, la division Lénine envoie des camarades à Barcelone pour qu'ils puissent se livrer à un travail de fortification des maisons du parti, dresser des barricades, etc. On accuse le P.O.U.M. d'avoir donné l'ordre de ne pas tirer contre la tour de l'église de Huesca, prétextant du caractère historique de ce monument ; la vérité est que ce n'est point le P.O.U.M., mais l'armée populaire et le gouvernement de Valence qui avaient donné cet ordre.

— On prétend que pendant que les fascistes font des allocutions aux miliciens, les officiers du P.O.U.M. interdisent de tirer, ajoutant cyniquement que, comme le gouvernement de Valence ne donne pas de munitions, il ne faut pas les gaspiller.

On affirme, d'autre part, qu'à l'occasion de l'offensive contre Huesca, du 16 au 19 juin 1937, les miliciens du P.O.U.M., c'est-à-dire le bataillon de choc Rovira, ont fait une attaque contre la Colline Verte, attaque qui représente un véritable acte de sabotage. Au lieu de se servir des 700 gardes d'assaut pour renforcer les lignes, on s'en est servi pour remplacer les miliciens du P.O.U.M. Les fascistes, d'ailleurs, deux heures avant le commencement de l'offensive, avaient été avertis par l'explosion d'une grenade à main.

**J'ai répondu :** qu'une préparation des événements de mai n'a pas eu lieu ; que les maisons du P.O.U.M. étaient dépourvues d'armes, exception faite des quelques fusils appartenant à la garde permanente. En réponse à toutes ces accusations inventées de toutes pièces, j'ai rappelé le vol des 11 tanks par le P.S.U.C. en pleine ville de Barcelone, au mois d'avril. Ce n'étaient point les locaux du P.O.U.M. qui ressemblaient à des fortifications, mais bien ceux du P.S.U.C. comme tout le monde a pu facilement s'en apercevoir.

Le P.O.U.M. disposait de très peu de matériel de guerre au front et ne pensait pas transporter quoi que ce soit à l'arrière, ce qui aurait affaibli ainsi le front.

Quant à la suspension des permissions, il serait très facile de vérifier que tous les camarades qui allaient pendant ce temps à Barcelone disposaient d'une permission spéciale de l'état-major.

Jamais des officiers du P.O.U.M. ont interdit de tirer contre les fascistes. Il y a des milliers de témoins qui affirmeront que toutes ces accusations ne sont que des inventions GPUistes !

Quant à l'accusation que le P.O.U.M. voulait ménager ses miliciens au détriment des gardes d'assaut, celle-ci est également fausse. Les 700 gardes étaient armés jusqu'aux dents avec de bons fusils russes et de mitrailleuses, armes que les milices du P.O.U.M. n'ont jamais vues. Mais les gardes n'osaient même pas



sortir leur tête de la tranchée. La grenade à main fut jetée, mais lorsque les miliciens du bataillon de choc étaient déjà à une distance de quelques mètres de la Colline Verte occupée par les fascistes. Ils attendirent en vain le soutien des gardes d'assaut.

## QUI SONT LES « CRIMINELS DE MAI » ?

On n'accuse pas seulement le C.E. du P.O.U.M. d'avoir eu des relations intimes avec Franco et Hitler ; on le dit surtout l'initiateur des événements de mai 1937. Les arrestations en masse de militants du P.O.U.M. sont également justifiées jusqu'à aujourd'hui par la participation aux journées de mai. En même temps la presse stalinienne est assez imprudente pour affirmer que le coup contre le P.O.U.M. fut soigneusement préparé depuis longtemps en indiquant elle-même comme date de préparation le mois d'avril. Nous savons que la préparation date de plus longtemps encore. **La destruction du P.O.U.M., la persécution de nos camarades anarchistes est une des conditions politiques des premiers envois d'armes russes.**

Dans son appel du 1er mai, le P.O.U.M. avertit le prolétariat de ne pas se laisser entraîner dans un putsch, dans une action isolée. Mais il n'abandonne pas les ouvriers qui ont pris les armes. De toutes ses forces, il essaie de transformer la lutte armée en une lutte politique pour la défense des conquêtes révolutionnaires.

Le P.S.U.C., défendant ouvertement le mot d'ordre : *gagner la guerre en renonçant à la révolution*, se met immédiatement aux côtés du pouvoir d'Etat. Bien qu'il ait donné comme consigne de ne pas intervenir dans le conflit, des coups de feu partent en rafale des maisons du Parti Communiste Catalan, qui atteignent mortellement de nombreux ouvriers révolutionnaires.

Mais le P.S.U.C. ne s'est pas contenté de si peu : **nous tenons à déclarer que ses maisons de parti, comme par exemple la Pedrera, Paseo de Gracia, ses casernes Carlos Marx et Vorochilov étaient de vraies souricières et des coupe-gorge.** Dans la Pedrera, des témoins ont vu pour la dernière fois les deux camarades « disparus » du Radio-P.O.U.M. C'est dans les casernes communistes que l'on a emmené les jeunes anarchistes pour les torturer de la façon la plus hallucinante, les mutiler, les assassiner enfin. On a trouvé leurs cadavres par hasard. Ceux de beaucoup d'autres n'ont jamais été retrouvés. La direction de la C.N.T.-F.A.I., fidèle à la tactique néfaste de reculer devant les staliniens, a dû subir la pression des masses pour se décider à publier, au moins, les simples faits de l'enlèvement et de l'assassinat de Bernieri et les douze camarades des Jeunesses anarchistes.

Ainsi dans la « Soli » du 12 mai, nous lisons :

### Une trouvaille macabre

« *...Examinant attentivement les douze corps, ils se rendaient compte que leur mort ne s'était pas seulement effectuée d'une façon violente, mais qu'ils avaient certainement subi des supplices horribles à juger d'après les mutilations, les contusions et coups terribles que leurs corps montraient.*

*Du diagnostic fait par les médecins légistes, il résulte qu'il s'agit de jeunes gens qui étaient morts au moins depuis deux jours. En même temps, il fut constaté qu'avant de mourir, ils avaient été torturés d'une façon barbare comme le prouve le fait que les corps présentent de graves contusions et hématoses sur le ventre qui semble enflé et déformé. Comme détail, on peut ajouter encore que certaines traces sur un des cadavres montrent nettement que celui-ci a été pendu par les pieds ; la tête et le cou paraissent énormément violacés. La tête d'un autre de ces malheureux jeunes camarades porte des marques évidentes de coups de crosse de fusil.*

*Quand on procéda, à Barcelone, à l'identification des malheureux jeunes gens, il s'avéra qu'ils étaient tous des membres des Jeunesses Libertaires de l'ancien arrondissement de San André (aujourd'hui Armonia de Palomar)* ».

Sur l'assassinat de Bernieri et de Barberi, nous citons Marcel Ollivier :

« *...La presse a annoncé en son temps la mort du professeur Bernieri, l'anarchiste italien, victime, comme tant d'autres, des journées sanglantes de Barcelone. Ce qu'elle n'a pas dit, c'est que Bernieri ainsi que son compagnon Barberi ont été assassinés lâchement par les staliniens, sur l'ordre de qui, on s'en doute. Lorsqu'on retrouva leurs cadavres, on s'aperçut que le premier avait été éventré et le second mutilé si affreusement que sa femme ne put le reconnaître qu'à la couleur de ses chaussettes...* »

Ainsi ont agi les staliniens dans les journées de mai, ainsi se sont conduits de soi-disant communistes en face des révolutionnaires antifascistes. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, des méthodes ont été employées que, par principe, nous rejetterions en face des fascistes, non par pitié, mais craignant leurs effets néfastes et leurs répercussions sur notre propre mouvement. Pour la première fois, un parti qui se dit antifasciste et révolutionnaire s'est servi des méthodes que nous avons connues exclusivement dans les caves nazies de l'Allemagne fasciste, dans les cachots de Mussolini et à l'occasion de l'écrasement de la commune hongroise en 1919.

Et si l'on ose un jour faire le procès de nos camarades pour la participation aux journées de mai, ils dévoileront tous ces crimes. Ce ne sera pas pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier que les accusés révolutionnaires se transformeront en accusateurs. Si on ne leur fait pas de procès à huis-clos, ils diront à haute voix qui sont les véritables « criminels de Mai ».



## L'INFILTRATION DU G.P.U. DANS L'APPAREIL DE L'ETAT

Le 16 juin, à peine six semaines après les événements de Mai, Andrés Nin, qui, à côté de MAURIN, le chef reconnu du P.O.U.M., était le militant le plus aimé et le plus populaire du prolétariat catalan, est arrêté.

Le 16 juin, à midi, des agents de police viennent dans la maison du Comité Exécutif du P.O.U.M., Rambla de los Estudios 10, avec un mandat d'arrêt pour les membres du C.E. du P.O.U.M. Ils ne font aucune perquisition, au cours de laquelle ils auraient facilement pu trouver Gorkin, Arquer et d'autres camarades dirigeants. Ils se « contentent » de Nin.

Le même jour, presque tous les membres du C.E. sont arrêtés et emmenés à la Préfecture de police, puis transférés à Valence d'où on les conduit à Madrid pour les faire disparaître pour des semaines dans les prisons du G.P.U.

Dans la nuit du 16 au 17 juin, on procède à des arrestations en masse d'adhérents et sympathisants du P.O.U.M. Les staliniens se sont vantés plus tard de nous avoir pris comme des lapins. Comme de vrais espions, en un mot !

Est-ce que nous n'avons pas su qu'il se préparait un coup décisif contre le P.O.U.M. ? Bien sûr, nous nous sommes rendus compte que, vu la politique de recul de la direction de la C.N.T.-F.A.I., le P.O.U.M. n'échapperait pas à l'illégalité. Et le seul reproche que nous pouvons nous faire, c'est que, jusqu'au 17 juin, nous étions des enfants naïfs que, malgré les procès de Moscou, malgré tout ce qui s'était passé dans les journées de mai, nous n'avions pas compris que les staliniens ne sont plus des adversaires politiques, mais des gangsters politiques prêts à nous supprimer par tous les moyens.

Nous étions préparés à une illégalité normale, comme les camarades espagnols l'ont vécu déjà plus d'une fois. Le P.S.U.C. le savait. Ses agents, qui s'étaient glissés dans les rangs du P.O.U.M., lui ont donné tous les renseignements nécessaires, ont préparé les listes noires d'après lesquelles ils ont pu, plus tard, le 17 juin, agir contre nous, ont livré les photos qui servaient à notre identification.

Les staliniens ne sont pas venus seulement pour nous arrêter; ils nous ont pillés ; ils ont volé tous nos vêtements et livres (nous n'avons pas possédé d'autres richesses) ; ils n'ont pas hésité à vider les valises des camarades se trouvant à ce moment-là au front et se sont battus entre eux pour le partage du butin. Toute sorte de documentation, des passeports, des certificats, etc., nous ont été enlevés. Pendant des années encore nous courrons le risque d'être arrêtés pour les crimes éventuels de tel ou tel agent du G.P.U. qui voyage avec nos passeports.

Est-ce que le 17 juin était un coup de force de la part du P.S.U.C. dans le sens d'un procédé illégal de parti politique plus fort contre un parti plus faible avec l'approbation plus ou moins tacite des autres partis ? Au fond, c'était cela et rien d'autre mais pas du point de vue formel.

Du point de vue formel, on procédait contre nous, à Barcelone, en tant que police officielle et on pouvait se permettre le luxe de ne pas nous emmener comme autrefois dans les maisons du Parti Communiste et dans ses casernes, mais à la Préfecture de police, section « Brigada Criminal ». Pendant que les meilleurs militants du P.O.U.M. et de la C.N.T.-F.A.I. donnaient leur vie dans la lutte contre Franco, le Parti Communiste espagnol et le P.S.U.C. avaient conquis la police. Ainsi, dominant l'appareil policier, s'appuyant sur l'appareil d'Etat, ils procédaient en toute tranquillité, d'abord contre nous, quelques semaines plus tard contre les éléments révolutionnaires de la C.N.T.-F.A.I.

Les staliniens n'ont pas disposé seulement de l'appareil policier officiel. Comme dans tous les autres pays, il y avait également en Espagne une police d'Etat secrète, un contre-espionnage. Au commencement de la révolution, tous les partis antifascistes y étaient représentés. Les Russes n'avaient pas envoyé leurs armes sans poser de conditions politiques. Une de ces conditions était de livrer aux staliniens la police secrète d'Etat. Ce qu'on appelle alors en Espagne « Tcheka », ce que nous appelons « G.P.U. » et ce qui n'est rien d'autre que la police secrète du parti communiste, pouvait, sous la pression de Moscou, être installée dans l'appareil d'Etat. Le G.P.U. devenu une section du ministère de l'Intérieur porte un nom très simple et très neutre : « Grupo de Informacion » ou mieux encore : « Departamento Especial de Informaciones del Estado » (Section Spéciale d'Informations de l'Etat). Son siège était autrefois rue Puerta del Angel N° 24 ; fin septembre, il fut transféré Paseo San Juan 104 ; depuis le 18 décembre, les bureaux se trouvent rue Muntaner 321. Chacune de ces maisons officielles du « Ministère de l'Intérieur » est en même temps une prison clandestine. Et dans ces prisons clandestines, ce sont soit les caves, soit un garage ou bien le dernier étage de l'immeuble qui servent de cachots.

## PRISONS CLANDESTINES - PRISONS OFFICIELLES

Le 17 juin 1937 de nombreux camarades étrangers ont été arrêtés. Voilà les récits de ces camarades :

Les camarades étrangers, membres du P.O.U.M. n'ont passé que quelques heures à la Préfecture de police. A une heure du matin, on nous sépare des camarades espagnols et chacun de nous, flanqué de deux gardes armés jusqu'aux dents, est mené en file indienne, distancé chacun de dix mètres, à travers des ruelles étroites et sombres, à notre première prison clandestine, Puerta del Angel 24.



Là nous traversons quelques bureaux luxueux, fauteuils rembourrés, tableaux, rideaux de soie. Nous descendons ; un étage plus bas, c'est déjà un peu moins accueillant. Des caves sales, nues, des grilles devant les fenêtres, pas de jour, pas d'air, pas de lits, pas de matelas ni de couvertures. Mais un grand portrait de Staline, juste en face de la porte de notre « cellule », nous console d'un certain manque de confort. Nous ne doutons plus que nous nous trouvons, comme on nous le répète toujours, entre les mains de la police d'Etat espagnole ; ce qui nous semble un peu étrange, c'est que, dans cette curieuse police d'Etat, des étrangers de toutes nationalités jouent un rôle dominant, sans parler souvent un seul mot d'espagnol.

De nos cellules nous descendons encore un étage plus bas. Cette maison est vraiment une prison clandestine née. Encore moins d'air, les conditions hygiéniques encore plus insupportables. A chacune de nos protestations, on répond en déchargeant les revolvers ou en donnant l'ordre aux gardes de tirer si nous ne nous taisons pas immédiatement.

Au bout de dix jours, on nous mène dans une autre prison clandestine. Cette fois c'est une maison encore plus officielle que l'autre que chacun de nous a vue et visitée déjà une fois au moins : là ce sont les bureaux de police des étrangers, le service officiel de délivrance des passeports qui se trouve dans la rue Corcega 299.

A part les bureaux, il y avait un garage. Ce que nous ignorions. Dans celui-ci on avait, en toute hâte, avant notre arrestation, construit le long du mur principal, une sorte de petite boite presque sans aucune aération. Dans ce garage nous avons été enfermés, hommes et femmes, pendant des semaines et des mois. Il n'y avait qu'un seul lavabo, un seul w.-c. dont les odeurs emplissaient tout le garage. Les poux et les puces ne manquaient point et nous ont fait souffrir beaucoup. Le seul contact avec le monde extérieur se concrétisait par l'envoi de nourriture que nous faisait le Secours Rouge du P.O.U.M. deux fois par jour. Qui pourrait dire ce que signifiait pour nous, pour notre moral, cette aide de notre parti !

Pendant les premiers mois, quelques rares expulsions ont lieu. Il s'agit exclusivement des camarades américains, puis hollandais et anglais. Le consul français, lui, refuse son appui. Restent dans les prisons les boucs émissaires sans nationalité, des émigrés polonais, allemands, autrichiens, avec lesquels on espère et croit pouvoir faire ce qu'on voudra.

A la fin du troisième mois, on commence à nous transférer dans les prisons officielles. On nous y emmène avec des papiers disant que nous sommes des espions et qu'on nous mènera devant les tribunaux spéciaux d'espionnage de Madrid.

Dans les prisons officielles, notre situation est sans doute plus favorable. Les conditions hygiéniques sont meilleures, nous avons certains petits droits, par exemple celui de recevoir la presse,

des visites, etc. Surtout la prison de femmes de Barcelone, sous la direction d'une camarade du P.O.U.M., la camarade Gironella, représente une vraie prison modèle du point de vue de l'hygiène et du bon goût. Félicien Challaye n'a pas manqué d'en parler dans sa brochure sur l'Espagne.

Mais du point de vue juridique, rien n'avait changé. Nous étions hors la loi et nous nous rendions bien compte que notre situation ne changerait qu'avec la perte d'influence des staliniens et avec un nouvel essor du mouvement révolutionnaire.

Voici quelques mots du camarade Witte, sur les « soins » donnés aux malades dans les cachots staliniens :

*Mon cas n'est intéressant que du point de vue du traitement des malades dans les prisons du G.P.U. Beaucoup de militants y ont perdu définitivement leur santé et, hélas, leur vie aussi sans que la plupart de ces drames soit connu publiquement.*

*Le jour même de notre arrestation — juin 1937 — vers minuit, on nous emmène à la « Tcheka », Puerta del Angel 24, Deux autres camarades et moi, nous sommes jetés dans une cellule dans les caves, sans fenêtre, tout à côté des w.-c. dont le tuyau passait par cette cellule. Comme ce tuyau avait de grands trous, une odeur asphyxiante emplissait la cellule. La porte était toujours fermée, les agents ayant reçu l'ordre strict de ne pas laisser la porte ouverte ou entr'ouverte.*

*Ces w.-c. étaient utilisés par trente-cinq détenus et au surplus les nombreux gardes qui nous surveillaient s'en servaient aussi. L'odeur étouffante était tellement insupportable que nous souffrions terriblement de maux de tête et de nausées.*

*Après deux ou trois jours, je ressentis de vives douleurs aux poumons ; je me rendais compte que mon ancienne maladie de poitrine ne tarderait pas à revenir. Je perdais mes forces d'une façon alarmante, les douleurs s'aggravaient et à la fin de la première semaine commençaient la fièvre et des crachements de sang.*

*Bien que je fusse dans un état qui laissait tout craindre, je dus lutter pendant de longues semaines pour être enfin transféré à l'hôpital. Et cela point directement de la Puerta del Angel, mais après avoir connu encore plusieurs autres prisons staliniennes avec des conditions hygiéniques semblables.*

*Je le dis : j'ai échappé comme par miracle à une mort qui déjà semblait certaine. Mais n'oublions pas que des centaines d'autres camarades sont morts dans les cachots du G.P.U. par suite de conditions hygiéniques inimaginables et un manque absolu de soins les plus élémentaires indispensables aux malades.*

## QUELQUES DETAILS SUR LES METHODES D'INTERROGATOIRE

Nous avons passé des semaines et des mois dans les prisons clandestines staliniennes. Pendant tout ce temps, nous n'avons pas vu un seul garde qui ne soit membre des Jeunesses Communistes et du P.C.E., pas un agent qui ne porte pas dans sa poche la carte du P.C.E., de très fraîche date le plus souvent. Nous n'avons pas vu d'autre presse que la presse stalinienne, comme « Frente Rojo », « Treball », « Mundo Obrero », « L'Internationale » et « La Correspondance Internationale ».



Le côté grotesque, si l'on peut dire, de tous les interrogatoires était que nous n'avions rien à avouer.

Si nous avions été véritablement fascistes ou des espions, on aurait pu se contenter des méthodes policières habituelles. Mais ce qui explique dans une certaine mesure la cruauté et la brutalité employées contre nous, c'est qu'on voulait nous forcer à charger d'autres camarades et que, malgré les tortures physiques et morales, on n'aboutissait à rien. Nous avons privé les agents du G.P.U., en Espagne, de tout espoir de nous faire faire des aveux à la mode de Moscou. Ils ne nous le pardonneront jamais. Tous les camarades que nous connaissons, des socialistes, des anarchistes, des membres du P.O.U.M., ont préféré toutes les souffrances, ont préféré se laisser battre, enfermer dans les fameuses armoires de Santa Ursula (copie des « Bunker » dans les prisons nazies) plutôt que de trahir un seul camarade. Même les plus jeunes et les moins expérimentés ont donné des preuves émouvantes de fidélité à nos idées et d'un fier mépris pour ces pseudo-communistes du G.P.U.

En général, les interrogatoires ont lieu dans la nuit, souvent de 11 heures du soir à six heures du matin. Ou bien on éveille le prisonnier plusieurs fois par nuit pour l'énerver et on vient le prendre pour l'interrogatoire dans la matinée, quand on le croit déjà brisé par la fatigue. Les interrogatoires commencent toujours de la même façon : « **Vos affaires marchent mal. Vos amis ont tout avoué. Vous savez que nous pouvons faire de vous ce que nous voulons. Vous savez que vous ne sortirez jamais vivant de cette maison** ». Pour mieux appuyer ces mots, on jette le revolver sur la table, on l'appuie contre les tempes de l'accusé, on le décharge en l'air. Et si tout cela ne sert à rien, on met le prisonnier dans une voiture. Une fois hors de Barcelone, on lui dit de descendre, on lui met un bandeau devant les yeux, les gardes arment les fusils, les déchargent... Et puis on enlève le bandeau, on met de nouveau le prisonnier dans la voiture en disant : « Mais nous aurons demain le temps de tuer ce chien ». Et demain se répète le même jeu.

On a tout employé pour intimider et pour démoraliser les camarades. Mais on essaya aussi la corruption. A des camarades jeunes, depuis peu de temps dans le mouvement, on disait : « Toi, tu es un garçon honnête, un communiste sincère. Tu ne voudras pas défendre ces fascistes du P.O.U.M. ou de la F.A.I. Viens avec nous. Dans notre club antifasciste tu trouveras des véritables amis. Tu comprends, il nous faut gagner la guerre. Nous avons toujours besoin de jeunes gens dévoués qui savent travailler. Tu parles des langues étrangères. Tu peux faire ton chemin. Nous

te mettons en liberté. Et tu n'auras pas d'autre travail que de te promener à Barcelone, accompagné d'un camarade naturellement et tu nous aideras à découvrir ces sales fascistes du P.O.U.M. Voici l' « Internationale », la « Correspondance Internationale », lis ça. Tu te rendras compte de beaucoup de choses.

Quand ils se rendaient compte que ni les intimidations ni la corruption n'avaient le moindre effet sur nous, le ton changeait : « Tu ne veux pas dire le nom de ces criminels fascistes. Alors tu crèveras dans les cachots. Si, par hasard, tu nous échappes, si tu es mis en liberté et si tu crois que tu pourras tout raconter tu te trompes ; **notre appareil est international. Il faut bien t'en rendre compte, et nous avons tous les moyens de te faire taire.**

Et quand, pour préparer l'interrogatoire, on ne donnait rien à manger pendant 36, 48 heures et plus, on demandait aux camarades de signer un papier disant : « Je certifie qu'on m'a bien traité ». Cela nous a rappelé quelque chose que certains camarades avaient déjà vécu une fois ; mais c'était en Allemagne, dans les cachots des nazis.

*Le camarade H... raconte :*

« Au commencement de l'interrogatoire on jetait toujours un revolver sur la table, on jouait avec, sortant les balles, faisant semblant de vouloir tirer. On répétait : *Vous vous rendez compte que nous pouvons vous fusiller quand nous voudrons.* Ou bien on me disait : *Si vous ne faites pas ce que nous voulons, on se vengera sur votre frère (milicien des brigades internationales).* Quand on refusait de signer, ils nous enfermaient dans une cave sans rien nous donner à manger pendant plusieurs jours.

Il nous cite un exemple bien saisissant de méthodes de falsification : « *Un jour avant ma libération, on me donna une feuille de papier et on me demanda d'écrire mon curriculum vitae (ma carrière politique) : comment j'étais venu en Espagne, avec l'aide de quelle organisation, etc... Peu après on me rendait la feuille, mais en tête je lisais avec étonnement :* Brigade Internationale, section de Barcelone, calle Sicilia 22, et on me dit froidement que je pouvais me considérer dès lors comme membre de la Brigade Internationale. On me révéla d'ailleurs qu'un article de moi paraîtrait prochainement dans le journal « Libertad », à Albacete. Je demandai : « Sur moi ou de moi ? » On me répondit : « Un article de toi, signé par toi ».

Je n'ai jamais eu l'intention d'aller à Albacete ou d'écrire des articles pour la presse stalinienne. A la suite de cette falsification, on me considéra donc comme déserteur de la Brigade Internationale.

***

*La camarade P. D.* a subi à peu près 60 heures d'interrogatoire. On a trouvé particulièrement suspect qu'il n'y eût aucune



contradiction entre sa **première** et sa dernière déclarations. On ne lui pardonna pas **que la brillante carrière qu'on lui avait promise ne l'ait point séduite.**

Voici son témoignage :

« Je suis également **arrêtée depuis le 17 juin 1937.** Après avoir passé dix jours dans **la Puerta del Angel,** neuf semaines à la «calle Corcega 299 », on **me transféra,** le 28 août, à la prison des femmes à las Corta **avec E. H. et K. L.**

Le 11 septembre, **deux agents du « Grupo de Informacion »** viennent m'y chercher, **sous le prétexte de me libérer.** J'ai refusé de quitter la prison **avant d'avoir** vu un certificat attestant que je serais libre. **Après une longue discussion,** on me montra un certificat fait par **la Préfecture,** selon lequel je ne devais pas être mise en liberté, **mais transférée** à la Puerta del Angel. Après m'avoir fouillée, **on m'amena** dans une pièce qui avait été autrefois la chapelle **privée de la maison. La première et toutes les autres nuits, nous avons été réveillées assez souvent par les rats venant des vieilleries. Il fallait toutes sortes de précautions pour garder du pain pour le lendemain.**

Si je voulais aller **aux w.c.,** je devais frapper et crier un bon moment, et chaque **fois un garde** m'accompagnait. Le troisième jour, on ne **m'apporta** pas à manger. **Le** lendemain matin, à dix **heures, on m'appela** et on m'emmena dans un bureau, deux étages **plus haut. Là,** il y avait quatre étrangers dont les agents **Anton et Benjamin,** qui me demandèrent de m'asseoir sur une **chaise au milieu** de la pièce. Une lampe, qui était sur la table **derrière** laquelle les quatre personnes étaient assises, **fut allumée de manière** que sa lumière éclairât directement **ma figure. Pendant cinq minutes** les quatre hommes ne cessèrent **de me regarder.** Ensuite ils commencèrent à me parler et leurs **premières** paroles furent les suivantes : **« Vous êtes la secrétaire du comité militaire du P. O. U. M. et vous pourrez nous dire bien des choses intéressantes ». Je répondis** que ni à ce moment ni précédemment je **n'avais eu ce poste.** Alors un autre dit : « Soyez raisonnable, **si vous** voulez sauver votre vie ». **Je** leur dis que **je savais que** je me trouvais entre les mains du Guépéou **et qu'on pouvait** me demander ce qu'on voulait, mais que **ma réponse** ne dépendait que de moi seule et qu'on ne pourrait **pas me forcer même** avec des menaces. Puis un autre ajouta : **« Mais vous saurez aussi que nous avons les moyens de vous forcer à parler ».** En disant cela, il prit son revolver et le **mit sur la table.** Puis on me demanda quelles avaient été mes relations avec le comité exécutif du P.O.U.M. Après avoir répondu **que je n'en** avais pas eu, on me dit **que** c'était un mensonge, **qu'on avait** arrêté quatre membres **du** comité exécutif **dans mon appartement,** que j'avais été chaque jour dans la maison **où celui-ci** s'était trouvé, et que tout cela prouvait que j'**avais eu des liaisons** directes, probablement inti-

mes avec un ou plusieurs ou même tous les membres du comité exécutif.

Les deux semaines qui suivirent on me questionna chaque jour plusieurs heures, et bien souvent pendant que la distribution de la nourriture avait lieu. Quand après l'interrogatoire on me ramenait dans ma cellule, je n'y trouvais rien pour moi. En général les repas étaient très mauvais et comme souvent je ne les recevais même pas, j'ai souffert de la faim. Par hasard, j'appris que le P. O. U. M. faisait apporter chaque jour deux repas pour trois camarades qui étaient aussi dans cette maison et pour moi, mais je ne recevais jamais rien. Au cours d'un interrogatoire, j'ai protesté contre ce traitement. On me dit que nous nous trouvions en pleine guerre, que chacun devait faire des sacrifices, et en outre que l'approvisionnement et les traitements étaient bien meilleurs que dans aucun pays bourgeois, et finalement que je n'étais pas là pour me rétablir, mais parce que j'avais fait un travail nuisible à l'Etat espagnol. **On me demanda pourquoi mon parti ne faisait rien pour moi. Et si je ne me rendais pas compte que mes camarades m'avaient abandonnée.** Sachant qu'on ne laissait rien passer de ce que le Secours Rouge du P.O.U.M. apportait pour moi, je répondis : **Si mon parti ne fait rien pour moi, cela ne veut pas dire qu'il m'a abandonnée mais qu'on a besoin de l'argent pour des choses plus nécessaires. Mais si l'on m'apporte des vivres, comme je le suppose, et qu'ils ne me parviennent pas, je me l'explique parfaitement.** Ils ne sont plus revenus sur ce sujet.

Prétendant toujours que j'étais secrétaire du Comité Militaire du P.O.U.M., on m'interrogeait toujours à ce propos. On me posait des questions sur au moins cent personnes et on me demandait des renseignements sur elles. Il s'agissait de membres du P.O.U.M., étrangers et espagnols, surtout des miliciens de la division Lénine. Avec chaque nom on me présentait une photo en m'observant fixement. Il était bien clair qu'ils voulaient savoir les noms des camarades qui n'avaient pas encore été arrêtés et qu'ils étaient les derniers à croire à leurs accusations d'espionnage.

Au moment de mon arrestation, on avait trouvé sur moi une lettre pour le Consul suisse de Barcelone. On me dit alors que toutes les ambassades étrangères, en Espagne, étaient sans exception des nids de fascistes et que mes rapports avec mon consul étaient une preuve de plus pour affirmer que j'étais fasciste.

Pendant les interrogatoires, on me disait souvent qu'avec mes relations et ma connaissance de langues étrangères **je pourrais rendre des services immenses à la révolution mondiale. On m'aiderait fraternellement à retrouver le bon chemin et cela grâce surtout à l'intervention de mon beau-frère, bon stalinien, qui était intervenu auprès du parti communiste espagnol pour me sauver.** Je comprenais bien le sens de cette aide « fraternelle », et demandais une fois pour



toutes de ne plus me faire d'offres semblables. Je disais que je n'étais pas tombée entre les mains du P.O.U.M. comme une pauvre victime innocente, mais que j'avais adhéré à ce parti parce que je reconnaissais la politique du P.O.U.M. comme la seule révolutionnaire en Espagne, et que personne de nous ne trahirait le parti même pour sauver sa tête.

Au commencement d'octobre, on nous transféra dans une autre prison, calle Vallmajor 5. Là, rien n'était prévu naturellement ; comme d'habitude, il n'y avait pas de matelas, ni de couvertures, et rien à manger le premier jour. On nous enferma à trois ou à quatre dans de toutes petites cellules, les fenêtres et les persiennes closes et clouées. On nous disait : « **Si vous tentez d'ouvrir ou de casser une fenêtre, les gardes ont l'ordre de tirer immédiatement** ». Comme il n'y avait pas d'électricité, nous étions sans lumière à partir de quatre heures de l'après-midi et dans l'impossibilité de lire jusqu'au lendemain. Nous ne recevions ni presse ni visites, nous étions rigoureusement isolées. On ne sortait de la cellule que pour aller aux w.-c. Comme il n'y en avait que trois dans toute la maison, ils étaient toujours dans un état répugnant. Malgré tout, on nous reprochait toujours d'y aller trop souvent et on nous menaçait de ne plus nous laisser y aller du tout. Les gardes et surtout les agents, tous communistes sans exception, étaient d'une brutalité extrême envers nous.

Quand je tombai malade, le médecin du « Grupo de informacion » vint me voir et constatant une angine assez grave, il me donna une ordonnance. Je donnai dix pesetas à un agent avec prière de m'acheter le médicament. Je n'ai jamais revu l'argent, ni reçu le médicament.

## DANS LA TCHEKA DE LA RUE CORCEGA

Cette fois il ne s'agit pas de la Délégation de l'Etat, mais d'une maison particulière de la même rue, transformée en prison particulière stalinienne. Nous venons d'apprendre que c'est là où les agents de G. P. U. ont emmené notre camarade Kurt Landau.

Le camarade J. H. Tr... y a passé plus de deux mois et nous en donne le récit émouvant que voici :

« Pendant plus d'un an j'ai combattu dans les rangs de la colonne Durutti. Je suis blessé deux fois, à la jambe gauche par des éclats d'obus et à la tête par une balle. Le 11 septembre 1937 on m'arrête dans le café « Moka » à Barcelone. On m'emmène dans la prison clandestine de la calle Corcega dont le chef était Gaspar Dalmau Carbonell, connu pour sa brutalité extraordinaire. J'y reste 28 jours; pendant ce temps aucun de mes camarades ne réussit à trouver le lieu de mon séjour. Comme on ne peut rien trouver contre moi, on me transfère à la « Lechera » et plus tard à la Préfecture de Police. On me communique un ordre de mise en liberté qui n'est pas exécuté parce que les policiers de G. P. U. m'attendent à la porte de la

Préfecture avec une voiture pour me conduire encore une fois à la rue Corcega.

Vers minuit on m'emmène au troisième étage dans le bureau du chef et le premier interrogatoire commence. La mise en scène est en harmonie avec le caractère de l'interrogatoire. Je suis assis sur un sofa. A côté de moi, Dalmau, de l'autre côté Calero, un de ses lieutenants, jouant avec un poignard énorme et effilé ; il y a encore quelques autres policiers qui, parfois, m'interrogent tous en chœur. En même temps, derrière un paravent une voix accusatrice affirme m'avoir vu le jour de l'attentat contre Andreu, président de la Cour de Justice, dans une voiture particulière en face du Palais de Justice.

Le spectacle était capable de broyer les nerfs les plus forts. La fatigue, la faiblesse, les questions, les insultes, le réflecteur électrique énorme qui éclairait ma figure, le poignard qui me menaçait, se mêlaient dans mon cerveau. Désireux d'en finir au plus vite avec ce cauchemar, j'avouai : « Oui, c'est moi. Oui, cela a été moi avec Azana et Companys ! » C'était l'effondrement de toutes les espérances de me faire avouer. Le moment était venu de changer des procédés.

Dalmau se leva : « Vous savez ce que vous avez à faire, comme d'habitude », dit-il. Nous descendimes. On me fit entrer dans une salle de bain. Ils jetèrent un morceau de savon dans la baignoire et ouvrirent les robinets. Je contemplai la scène sans arriver à comprendre les véritables intentions de ces hommes. Les préparatifs terminés, l'interrogatoire reprit. Après environ une demi-heure, Calero s'adresse à ses aides : Qu'en pensez-vous. Il n'y aura qu'à le mettre?. Et sans que j'achève de comprendre pourquoi on voulait m'obliger à prendre un bain, la nuit, en costume de ville, je me vis en l'air, la tête vers le sol et les pieds vers le plafond.

La véritable torture commençait. Une nouvelle question et la tête frôlait la surface de l'eau. Naturellement mes réponses furent semblables aux précédentes. Et je n'ai déjà plus que de vagues souvenirs. Ma tête fut immergée jusqu'au fond de la baignoire. Je me souviens que les poignets enflés par la pression des menottes me faisaient cruellement souffrir.

Dans le fond de la baignoire j'essayais de résister le plus possible. Je retins ma respiration quelques secondes, puis je ne pus plus résister. L'air me manquait. Je commençais à avaler de l'eau par la bouche, les narines, les oreilles. Je perdis alors le contrôle de ma volonté. Seul restait l'instinct de conservation qui se défendait passionnément.

Je ne sais absolument pas combien de temps j'ai passé dans cette situation. Quand je revins à moi, j'étais jeté sur une chaise, la tête pendant d'un côté et les jambes de l'autre. J'avais rendu en grande quantité ; le savon est un excellent vomitif. La tête me tournait comme si j'étais ivre. Mais dès que j'eus repris mes esprits, l'interrogatoire recommença.



Devant l'échec systématique de l'interrogatoire, je fus plongé une autre fois dans la baignoire au milieu des injures des policiers. Les policiers avaient perdu tout contrôle de leurs nerfs. Ils me frappaient avec toute la brutalité dont ils étaient capables, scandant les coups de poings et les coups de pieds de phrases grossières. « Fils de putain ! Maquereau d'anarchiste ! Nous allons en finir avec vous tous ! »

Après de longues heures, on m'emmena dans une autre pièce. Les agents m'avaient dévêtu et couché sur un matelas. Ils emportèrent tous mes vêtements et je restais ainsi, tout nu, pendant quatre jours. Je n'avais même pas de couverture lorsque je devais sortir pour faire mes besoins.

A peine rétabli, je fus nouvellement appelé au troisième étage pour déposer. Cela se répéta deux autres fois. Je vivais dans un état de surexcitation, convaincu que toutes ces dispositions finiraient par m'amener à la salle de bain. Une nuit ils m'ordonnèrent de monter dans une voiture particulière. La voiture prit la rue de Salmeron et se dirigea vers la Rabassada. Une fois hors de Barcelone, ils m'obligèrent à descendre. « Tu peux te préparer à mourir », me dirent-ils. Encore une fois ils m'offrirent une récompense si je disais les noms des auteurs de l'attentat contre Andreu. Enfin ils m'obligèrent à remonter dans la voiture et nous revînmes à la prison. « Nous allons te donner un jour de plus pour que tu te repentisses » disaient-ils.

Après deux mois d'un traitement pareil, le camarade Tr. a été transféré à la Préfecture de Police et enfin à la Prison Modèle de Barcelone. Son corps porte toujours les traces des souffrances vécues dans la prison stalinienne.

(Publié dans une brochure illégale du P.O.U.M.: « *Los antros del terror stalinista* »).

## SANTA URSULA, LE « DACHAU » DE L'ESPAGNE REPUBLICAINE

Il est impossible de parler de toutes les prisons clandestines et semi-clandestines de l'Espagne républicaine. On pourrait écrire tout un livre sur les particularités de la fameuse « prison d'Etat » de la calle Vallmajor 5, à Barcelone. On pourrait être tenté de faire une comparaison entre les cachots que les staliniens avaient préparés spécialement pour nous dans de vieux monastères et la prison pour dames fascistes à Torrente, près de Valence, dont Madeleine Jacob fait l'éloge dans un article paru dans l'« Œuvre » le 24 février 1938 :

*Ah ! qu'il fait donc bon en cette prison-là ! la jolie prison que voilà, à Torrente, un faubourg de Valence. La prison de La Cuas est perdue au milieu des orangers. Un parc immense, des terrasses ensoleillées... J'ai vu beaucoup de prisons, en France et ailleurs. Je n'en ai jamais connu de plus attrayantes, de moins conformes à la définition d'une prison, que celle des dames fas-*

*cistes, enfermées dans le beau collège de Torrente... Elles ne sont point à plaindre. Nulle part elles ne sauraient être mieux installées, mieux soignées, mieux nourries, mieux traitées... mieux protégées...*

Nous ne voulons comparer ni les « soins », ni la nourriture. Nous allons décrire tout simplement une prison : Santa Ursula, le « Dachau » de l'Espagne Républicaine.

« L'ancien couvent de Santa Ursula, transformé en prison et exclusivement sous le contrôle du parti communiste espagnol, a acquis une triste réputation au delà des frontières espagnoles. Ce n'est pas par hasard que les prisonniers l'ont baptisé « fabrique de fascistes ». Beaucoup qui y entraient comme antifascistes, l'ont quittée en ennemis acharnés de l'Espagne Républicaine :

Nous nous abstenons de parler des conditions d'hygiène, du manque de lits, de matelas, de couvertures. Cela n'a rien d'extraordinaire dans les prisons staliniennes. Voyons les tortures moyenâgeuses, pratiquées tous les jours à Santa Ursula, le traitement des prisonniers qui participe de la manière fasciste. C'est dans l'intérêt de la cause antifasciste que tous les ouvriers révolutionnaires doivent se prononcer énergiquement contre les procédés du G.P.U. à l'égard des prisonniers antifascistes. Ces méthodes seraient également à condamner vis-à-vis des adversaires de classe. La révolution peut anéantir ses ennemis mais non les livrer à des bourreaux sadiques. Nous tenons à souligner que les tortures furent employées à Santa Ursula tout d'abord contre des ouvriers révolutionnaires et non contre des fascistes.

Les interrogatoires à Santa Ursula ont lieu dans la nuit. Les interrogatoires sont conduits par des Russes, des Allemands, des Hongrois, etc., tous membres de leurs partis communistes respectifs. Vu l'impossibilité absolue d'obtenir des aveux par les procédés normaux, ils ont recours à la brutalité la plus bestiale. Les mains du prisonnier sont liées derrière le dos et si l'inculpé n'avoue pas (en général il n'a rien à avouer), il est battu. Toute la nuit, la prison retentit des gémissements et des cris des camarades torturés. Les dents cassées, des trous dans la tête, les côtes rompues, avec des hémorragies, ainsi retournent-ils dans leurs cellules après les interrogatoires, parfois portés par les gardes. Nous avons passé six mois à Santa Ursula. Nous ne connaissons pas un seul cas de véritable espion ou saboteur parmi toux ceux qui ont été interrogés de cette façon.

Nous citerons un seul cas parmi des milliers. L'ingénieur E. est arrêté par le G.P.U. pour espionnage. Il attend sept mois son procès — en vain. Gravement malade, tuberculeux, on le transfère enfin à l'hôpital. En plein traitement on le ramène à la prison où rien n'est prévu pour des prisonniers malades. Le camarade est mort au mois d'août. Il n'est pas le seul qui ait succombé aux tortures et aux conditions très spéciales de Santa Ursula.



Le récit des tortures dans les armoires doit former un chapitre à part. Il y en avait où le prisonnier pouvait à peine se tenir debout, dans d'autres, accroupi seulement. Deux petits trous dans la porte étaient les seuls orifices d'aération. Après avoir été enfermés là-dedans plusieurs jours sans manger, on peut imaginer l'état physique et moral des prisonniers, hommes aussi bien que femmes, sans que nous ayons besoin de le décrire.

Nous voulons seulement rappeler le cas d'un jeune milicien belge blessé sur le front ; après quelques semaines passées à l'hôpital il doit retourner au front. **La veille de son départ, on l'arrête et l'enferme dans une de ces armoires d'une hauteur d'un mètre à peu près. Il y a passé trois jours accroupi, sans rien manger ; après quoi on l'a relâché cyniquement et renvoyé au front, disant que ce châtiment lui avait été infligé parce qu'on l'avait trouvé saoûl dans la rue !**

Le camarade Th. qui a passé quelques semaines à Santa Ursula a eu l'occasion de parler avec beaucoup de prisonniers et de vérifier leurs déclarations. Il ajoute les cas suivants.

*Le cas R.* : R. est un homme d'environ 50 ans ; il est depuis dix ans en Espagne. Il est Allemand, mais a quitté l'Allemagne depuis 26 ans. Il ne s'est jamais occupé de politique.

Un jour on l'arrête et on l'emmène à Santa Ursula. Pendant les interrogatoires, on lui a cassé toutes les dents ; il n'en a pas gardé une seule. Comme il n'avait rien à avouer, on l'enferma pendant huit jours dans une armoire où il ne pouvait pas se tenir debout.

Un jour, un agent du G.P.U. entre dans sa cellule. Comme R. se refuse d'avouer ce qu'il n'a pas commis, on le menace de lui couper les doigts un par un, de lui arracher les yeux. On le bat plusieurs fois de la façon la plus brutale. Depuis quelque temps on a renoncé à l'interroger, mais on ne le remet pas en liberté.

*Le cas Br.* : Br. a subi les tortures physiques les plus terribles. Il est infirme pour toute sa vie. Deux fois on l'a enfermé dans une armoire, chaque fois pour quelques jours. Le 19 août j'eus l'occasion d'écouter une violente discussion entre Br. et le chef du G.P.U. Je n'ai revu Br. que trois jours après, dans sa cellule, évanoui. Sur l'ordre du chef, il a dû rester trois jours et trois nuits sur une chaise ; les gardes changeant toutes les deux heures, avaient l'ordre strict de ne pas le laisser s'endormir.

*Le cas K* : K, tout de suite après son arrivée à Santa Ursula, est enfermé dans une armoire de 1 m. 80 de hauteur et 80 cm. de largeur. Dans la porte se trouvait un trou d'un diamètre de quatre centimètres. K. souffre beaucoup de ce manque d'air et attrape une fièvre qui l'affaiblit à un tel point qu'il ne peut plus aller seul aux w.-c. Quand il est déjà presque à l'agonie, on le met enfin dans une cellule. Dans la même nuit on l'emmène au commissariat de la calle Salmeron 9, où on le force toute une nuit à écouter les cris de ces codétenus. Pour forcer ses amis

à signer les procès-verbaux falsifiés, on les battait avec des barres en fer et on leur arrachait les cheveux.

A Santa Ursula, dans les caves, se trouvent les cercueils des religieuses. Depuis qu'on les a ouverts, une odeur étouffante de décomposition remplit les caves ; des cadavres phosphorescents traînent un peu partout. Et dans ces caves froides et humides, on a enfermé des prisonniers vêtus d'une chemise et d'un pantalon, sans couvertures, sans nourriture.

D'autres prisonniers qui ne « voulaient » pas avouer sont avertis qu'ils seront fusillés dans une heure. On leur permet d'écrire leur testament. Après, on les emmène au cimetière, les gardes déchargent leurs fusils ; ensuite, on décommande l'exécution en la remettant au lendemain.

Qu'on ait mis du papier brûlant sous la plante des pieds des prisonniers pour les faire parler, on voudrait espérer que ce sont là des inventions malveillantes de fascistes. Mais cela fait partie également des méthodes d'interrogatoires à Santa Ursula.

Nous n'avons pas l'intention de nous plaindre de la nourriture insuffisante ; nous savons que l'approvisionnement du front prime toutes les autres nécessités. Mais nous ne pouvons pas cacher notre indignation, vu le fait que les prisonniers fascistes n'ont jamais manqué de rien. Leurs familles étaient autorisées à leur apporter des vivres, du tabac, du savon, des lits, des couvertures, tandis que nous, ouvriers révolutionnaires, avons couché par terre, manquant absolument de tout. Et cela sous un gouvernement de « front populaire » !

Quelle était la composition sociale des prisonniers de Santa Ursula ? Dans les mois de mars et avril c'étaient surtout des médecins, des prêtres, des avocats, des gros commerçants, politiquement des adversaires du régime républicain. Mais bientôt ces prisonniers, en grande partie, furent relâchés, même ceux qui se disaient ouvertement des fascistes. A leur place sont venus des ouvriers, de vieux membres du parti socialiste, des syndicalistes, des anarchistes, des membres du P.O.U.M. Ce changement était tellement frappant que même des éléments bourgeois s'en apercevaient. Et tandis qu'on mettait en liberté de véritables fascistes, des antifascistes révolutionnaires étaient forcés de faire la grève de la faim plus d'une fois pour protester contre leur arrestation par le G.P.U. et contre les tortures subies.

Mais aussi des aviateurs, des journalistes, des spécialistes, des volontaires remplissaient les cellules de Santa Ursula. L'émigré italien B. qui avait fait ce fameux vol sur Rome pour lancer des tracts antifascistes y était également. Il était venu en Espagne pour travailler pour la cause antifasciste !

Il faut encore mentionner une autre catégorie de prisonniers : les fournisseurs d'avions et de matériel de guerre, qui souvent, étaient venus en tant que représentants d'importantes usines étrangères de matériel de guerre. Après avoir livré un, deux ou plusieurs avions, le G.P.U. les arrêtait en tant qu'espions ou saboteurs. Des techniciens venus de tous les pays, pour offrir leurs inventions, après avoir fait antichambre dans les ministères, étaient enfermés dans les prisons particulières du G.P.U. Comme « espion » nous avons connu un syndicaliste norvégien, qui avait ramassé dans son pays et apporté en Espagne un million de pesetas. Comme « espion fasciste » il y avait également un aviateur français, membre d'une organisation pacifiste d'anciens combattants et qui avait apporté à Valence un avion mitrailleur. Le représentant d'une grande usine de matériel de guerre fut arrêté comme tant d'autres, après que le G.P.U. eût pris tous ses plans et dessins pour des modèles les plus modernes et les plus perfectionnés de mitrailleuses. De cette façon, le ministère de la guerre ne les a jamais vus.



Les gardes, tous presque sans exception membres du parti communiste, étaient tout ce qu'il y a de plus corrompus et de démoralisés, très souvent saoûls. Plus d'une fois, ils ont fraternisé ouvertement avec les fascistes dans leurs cellules.

L'ancien couvent de Santa Ursula appartient au parti communiste espagnol. Il ne compte pas parmi les prisons officielles d'Etat. C'est une de ces nombreuses prisons du G.P.U. où les staliniens ont fait disparaître nos camarades. La forte pression de l'étranger a mis fin à certains abus trop scandaleux à Santa Ursula. Les méthodes staliniennes imitées fidèlement des méthodes fascistes n'ont cependant point disparu.

# II. Les camarades disparus

## STALINE EPURE L'AVANT-GARDE REVOLUTIONNAIRE

Commençant par une campagne de calomnies, les staliniens n'ont pas hésité à passer à l'action pour la liquidation physique des révolutionnaires.

Comment ils ont procédé pour exécuter les ordres directs de Moscou, nous voulons le dire ici. Les enlèvements, les assassinats des meilleurs militants du mouvement révolutionnaire, c'était jusqu'à maintenant le privilège du fascisme. Le stalinisme, tendance politique qui se dit antifasciste, socialiste, qui recrute une grande partie de ses adhérents dans les rangs du prolétariat, commet aujourd'hui les mêmes crimes que le fascisme.

## LE CAS D'ANDRES NIN

« *Personne ne sait ce qu'il est devenu, ce qu'est devenu l'un des tribuns les plus ardents du prolétariat d'Espagne.* »

(Victor Serge. — Adieu à Andrès Nin).

L'histoire de Nin est de celles qui se passent de commentaires. Nous nous bornerons donc à énumérer les faits marquants de cette vie, et à évoquer sa fin mystérieuse.

Jeune instituteur en 1919, affilié au parti socialiste, Nin annonce au Congrès de la C.N.T. qu'il passe dans les rangs du syndicalisme révolutionnaire. La dictature de Martinez Anido le contraint à l'illégalité. Son camarade Cornela est tué à ses côtés par les pistoleros du « Syndicat libre ».

Nous donnons maintenant la parole à notre camarade Victor Serge, ami intime et fidèle d'Andrés Nin.

« Nin est pour moi plus qu'un vieil ami, une sorte de frère — par les idées, les chemins suivis, les épreuves traversées et tout ce qu'il peut y avoir d'inexprimable dans le contact d'homme à homme. Je le connais, je sais ce qu'il est, ce qu'il vaut pour nous tous. Ce n'est pas la première fois que j'écris en tête d'un article *Pour Andrés Nin*. Il fallut, en 1922, faire dans la *Correspondance Internationale*, *L'Humanité*, toutes les feuilles communistes, une tenace campagne pour lui éviter le bagne.

Jeune militant de la C.N.T., il avait séjourné en Egypte, puis été délégué au Troisième Congrès de l'Internationale Communiste. Je l'y rencontrai, en même temps que Joaquin Maurin, son compagnon de voyage, Francesco Ghezzi et quelques autres qui n'ont point trahi depuis, qui ne trahiront jamais... Dans l'entretemps le président du Conseil d'Alphonse XIII, Eduardo Dato, avait été abattu en pleine rue de Madrid par Ramon Casanellas, qui se réfugia à Moscou. Le gouvernement de Madrid voulut trouver dans cet attentat la main de Moscou et inculpa Nin — en dépit du bon sens, mais là n'est point la question. Il fut par hasard arrêté à Berlin. Nous réussimes, avec l'appui de la Légation soviétique, à faire échouer la procédure d'extradition et il retourna à Moscou, élu, du reste, par un congrès, deuxième secrétaire de l'Internationale Syndicale Rouge. Il devait remplir ces fonctions pendant des années, travaillant avec un Lozovski, de plus en plus souple et veule. En toutes rencontres, il me faisait part de sa déception. L'I.S.R., au lieu de devenir un foyer international vivant et sain, se bureaucratisait de mois en mois, finissant par n'être plus qu'une vaste machine à monter des intrigues et diffuser des mots d'ordre quelquefois aberrants. En 1923, Andrés Nin se joint à la première opposition de gauche : Préobrajenski, Piatakov, Trotski. Mais il n'est pas encore tout à fait mûr pour ces luttes ; s'il étouffe dans les bureaux du Profintern, il faut bien dire que l'atmosphère de ces bureaux l'étouffe aussi. Il lâche pied. Il n'en aura que plus de mérite, trois ans plus tard, quand s'engage à fond la bataille décisive entre ceux qui, au prix de tous les sacrifices personnels, veulent tenter les dernières chances de redressement du parti bolchevik, et la bureaucratie stalinienne, décidée à garder le pouvoir — il n'en aura que plus de mérite à envoyer alors au Comité Central une courte lettre tout à fait catégorique, comme le C.C. n'en recevait pas beaucoup : « L'opposition a raison, je suis sans réserve avec elle », déclarait le secrétaire de l'I.S.R. Je ne sais ce que l'on fit des statuts internationaux, mais secrétaire de l'I.S.R., il ne l'était plus dès le surlendemain. Et il attendit en plaisantant — car c'est un copain d'une rare bonne humeur — que l'on vint l'arrêter, comme tous les autres. J'attendais la même chose de mon côté, pour les mêmes raisons. Nous nous rencontrions chez moi ou chez lui, à Léningrad et à Moscou, un peu étonnés de demeurer en liberté (relative). Nous fîmes pour vivre des besognes diverses. Nin se mit à traduire en catalan, Dostoievski, puis Boris Pilniak. Il écrivit un livre pour défendre contre M. Cambo, théoricien catalan de la dictature, l'idée de la dictature du prolétariat. Il collectionnait les textes et les fiches. Grand travailleur, plutôt casanier, vivant dans son labeur, avec sa compagne, Olga Karéva et leurs fillettes. Nous avions perdu un ami commun, Georges Andreytchine, des I. W. W. d'Amérique, qui avait « capitulé » en nous disant, le visage bouleversé : « Je suis un lâche ». (Dans quelle prison d'U.R.S.S. est-il aujourd'hui, Georges Andreytchine ?) Quand survint la révolution espagnole, Nin adressa au C.C. une nouvelle épître bien extraordinaire — sommation de le laisser partir ou de l'enfermer — et risqua gros. Il fut fortement question de le déporter dans quelque Sibérie. On préféra finalement l'expulser. Il se trouva sur le pavé de Riga, avec sa femme, ses gosses et sans un sou.



En Espagne, Andrès Nin se jeta dans l'action. Bientôt coffré, naturellement. Libéré, puis coffré de nouveau plusieurs fois. Il dirigeait la presse de l'opposition communiste de gauche, trotskiste, traduisait des livres, écrivait des tracts, se prodiguait dans les réunions, vivait de peu, refusant les carrières avantageuses et faciles. Il finit par se séparer, sur des questions de théorie et de tactique, de Léon Davidovitch Trotski, auquel le liait pourtant une vieille et solide amitié. Il se rapprocha de Joaquin Maurin et c'est de la fusion de leur deux groupements que naquit, en 1935, le Parti Ouvrier d'Unité Marxiste. En 1933, la police de la République, où montait l'étoile du senor Lerroux et de Gil Robles, avait tenté contre Nin un assez mauvais coup. Arrêté à Barcelone, emmené à destination inconnue, il arriva, on ne sait trop pourquoi, dans une prison d'Algésiras. Les événements le sauvèrent.

Ministre ou plutôt conseiller à la Justice dans le cabinet Tarradellas, formé au lendemain de la victoire ouvrière du 19 juillet 1936, Andrès Nin s'était efforcé de pousser ce gouvernement dans la voie des conquêtes révolutionnaires et, pour sa part, avait procédé à la réforme la plus radicale qui se puisse concevoir de l'appareil de la justice. Il a été le créateur des nouveaux tribunaux populaires.

Il n'a que quarante-cinq ans, mais déjà plus de vingt années de vie militante. Depuis six ans, il risque, tranquillement, tous les jours, avec un optimisme sain — quoique non mitigé d'illusion,

je le sais bien — sa vie et sa liberté. Ses discours et ses écrits révèlent une pensée révolutionnaire active et clairvoyante. Sa vie tout entière est un droit chemin.

⁂

Le 16 juin 1937, deux jours avant la date prévue pour le Congrès du P.O.U.M., Andrès Nin est arrêté. C'est une arrestation isolée et ce n'est que plus tard que nous avons compris pourquoi les agents, venus pour arrêter tout le C.E. du P.O.U.M. étaient si peu « exigeants ». Les staliniens ont mieux compris que personne ce que la perte de Nin signifiait pour le P.O.U.M. Nin n'a pas seulement osé dire la vérité sur le rôle du stalinisme dans la révolution espagnole et dans le mouvement révolutionnaire international ; il a commis le crime impardonnable d'opposer à Staline en Espagne un parti, sans doute pas très grand, mais qui en raison de sa solidité idéologique se développait de plus en plus. Nin, le chef de ce parti, le vieux « rénégat » de l'I.C. devait disparaître. Olga Nin a vu son mari le 16 juin dans l'après-midi à la Préfecture de police de Barcelone. Quand elle revint une heure plus tard, pour lui apporter à manger et des couvertures, il ne s'y trouvait plus et personne ne put la renseigner sur ce qu'il est devenu.

La presse stalinienne, à ce sujet, n'a vraiment pas manqué de cynisme. Voyons les faits :

Quelques jours après son arrestation, la fameuse « Agence Espagne » puis tous les journaux staliniens de la Péninsule et des autres pays annoncent la découverte d'un document écrasant pour le P.O.U.M. Il s'agit d'un plan de Madrid trouvé chez un fasciste du nom de Golfin, et au verso duquel est écrit à l'encre sympathique un message à Franco dans lequel il est question d'un certain N. considéré comme un agent actif en territoire républicain. Les journaux en question laissent entendre que l'initiale désigne Andrès Nin.

L'enquête, faite par la première délégation internationale, se composant de Fenner Brockway, secrétaire de l'Independant Labour Parti, de Louzon et de Charles Wolf, apporte une conclusion selon laquelle le document a été volé (nous supposons bien par qui) au chef de police et la partie écrite à l'encre sympathique ajoutée ensuite.

Pour se renseigner davantage sur le sort de Nin, les enquêteurs sus-mentionnés se sont rendus à Valence où ils ont pu s'entretenir avec plusieurs membres du Gouvernement. M. Irujo fait alors la déclaration suivante qui se réfère non seulement à Nin mais aux autres membres du C.E. du P.O.U.M. :

« Je peux assurer qu'aucun des détenus n'a subi ni une égratignure ni un mauvais traitement, ni une pression quelconque autre que celle de sa propre conscience. »

Vers le 25 juillet, on prend connaissance avec stupeur au delà des frontières d'Espagne d'un discours de Federica Montseny, ancien ministre dans le Gouvernement Largo Caballero, dans



lequel elle représentait la C.N.T. Elle dit textuellement : « Mais on finit par nous dire qu'on a trouvé dans Madrid les cadavres de Nin et de deux autres camarades ».

Devant l'émotion soulevée en Espagne et hors d'Espagne, le ministre de la Justice adresse aux journaux, le 29 juillet, une note énumérant les militants du C.E. du P.O.U.M. détenus dans les prisons officielles gouvernementales.

Le nom d'Andrès Nin n'y figure pas.

Quelques jours après, l'Agence « Espagne » constate la disparition de Nin... et conclut à son évasion ! Cela rappelle les légendes éhontées sur Joaquin Maurin que les staliniens prétendent avoir vu bras dessus-bras dessous avec Queipo de Llano à Séville!

Une deuxième commission d'enquête où figurent en particulier James Maxton, président de l'Independent Labour Party, député aux Communes, et André Weil-Curiel, membre de la Commission Exécutive de la Fédération Socialiste (S.F.I.O.) de la Seine, part pour l'Espagne le 19 août et en revient le 26. Elle rapporte :

**1° La confirmation de la non-valeur du document N.**

**2° Un certain nombre de déclarations sur le sort d'Andrès Nin.**

**Indalecio Prieto, ministre de la Guerre, reconnait que l'arrestation de Nin et des dirigeants du P.O.U.M. n'a pas été décidée par le gouvernement.**

**M. Irujo, ministre de la Justice, affirme que « Nin n'a jamais été dans une prison du gouvernement ». Il a disparu dans une maison particulière qui n'était pas une prison.**

**M. Zugazagoitia, ministre de l'Intérieur, assure que la disparition de Nin s'est produite contre la volonté du gouvernement.**

## L'Odyssée de NIN

D'un certain nombre de renseignements fournis soit par la 2me délégation, soit par des anarchistes espagnols, soit par des camarades du P.O.U.M. emprisonnés, il ressort que Nin, avant de disparaître, a été transporté de prison en prison — toutes privées, toutes du G.P.U. !

Venant de Barcelone, il fut d'abord enfermé dans le bâtiment de la brigade spéciale, Paseo de la Castillana à Valence, puis à la Tcheka de Atocha à Madrid, ensuite, toujours à Madrid, à la Tcheka du Pardo. Enfin, il fut conduit dans sa villa isolée de Alcala de Henares, où l'on perd sa trace.

On connaît les noms de trois policiers (Ramallo, Valentin et et Rosell) qui ont arrêté Nin. D'après les camarades de la C.N.T. l'homme qui l'aurait fait disparaître serait un commandant russe de l'état-major de la Brigade Internationale : Orloff.

Le chef de la Sûreté, Ortega, soupçonné de complicité, et qui ne put en tout cas retrouver Nin, fut destitué. Mais on le remplaça par un stalinien nommé Moron, qui, une fois l'instruction ouverte, fit relâcher les policiers arrêtés sur l'ordre du juge d'instruction.

## Qu'est devenu Andrès NIN

A cette question, on ne peut répondre que par des hypothèses. Deux choses toutefois semblent établies :

La première, c'est que cet acte de terreur sournoise est signé de la main du stalinisme : l'ampleur des attaques communistes contre le P.O.U.M. dans les mois qui précèdent, l'origine des accusations d'espionnage, le passage des prisonniers dans les locaux du G.P.U., les assassinats ou disparitions d'autres camarades révolutionnaires (Bernieri, Barberi, Erwin Wolf, Marc Rein, Kurt Landau), enfin les aveux plus ou moins voilés des ministres aux membres de la 2e délégation, tout accuse les hommes de la IIIe Internationale.

La deuxième, c'est que Nin ne sera pas retrouvé. S'il apparaissait, il aurait trop de choses à dire, et on sait bien qu'il ne se tairait point.

Dans la période qui s'étend du mois d'août 1936 (premier procès de Moscou) aux journées que nous vivons, période qui voit la suppression de tous les anciens bolcheviks, de tous ceux qui ont participé à la Révolution d'Octobre ou à l'édification de la IIIe Internationale, un militant comme Nin, témoin et acteur des luttes de jadis, ayant vécu des années à Moscou, possédant un renom international, ne peut pas avoir été épargné.

La « villa isolée » d'Alcala de Henares est proche d'un aérodrome soviétique. Nin a-t-il été amené là pour être interrogé par des officiers russes qui s'y trouvaient ? A-t-il été enlevé et emporté en Russie ? A-t-il été assassiné sur place ? Nul ne le sait.

Andrès Nin était de ceux qui forcent l'estime par la pureté de leur vie, par tout un ensemble de qualités humaines et intellectuelles. Il est une des plus grandes victimes de cette tyrannie nouvelle qui a nom stalinisme.

A mesure que les yeux s'ouvrent, que les illusions tombent, les dirigeants de la IIIe Internationale dégénérée sont obligés d'avoir recours à des procédés de plus en plus violents, de plus en plus cyniques, de plus en plus odieux, pour maintenir leur domination et se débarasser de ceux qui les gênent.

Mais il vient un moment où le sang crie justice et où se produisent des retournements d'opinion qui paralysent la main des assassins. Lentement, mais sûrement un tel mouvement est en train de se produire. Venant au milieu d'une série d'atrocités, la disparition de Nin et de tant d'autres révolutionnaires a soulevé un immense mouvement d'indignation en Espagne et dans le monde entier. La mort de Nin sera néfaste à ceux qui l'ont perpétrée.

## LE CAS LANDAU

Le 23 septembre, Kurt Landau fut arrêté par deux soi-disants agents de police, accompagnés d'un garde. Bientôt nous apprîmes que cette fois aussi il ne s'agissait pas d'une arrestation mais



d'un enlèvement. Les camarades du groupe « Der Funke » à Paris écrivent à ce sujet :

« Jeudi, le 23 septembre 1937, Kurt Landau, connu sous le pseudonyme de Wolf Bertram, a été enlevé d'une petite maison dans les environs de Barcelone. Des circonstances de sa disparition, il ressort qu'il ne peut s'agir que d'un enlèvement par des agents staliniens. C'est ainsi que Nin, Marc Rein, Wolf et beaucoup d'autres avaient disparu. A leur sujet, ni la police officielle, ni le gouvernement ne pouvaient donner aucun renseignement. Depuis des mois, les staliniens accusaient Wolf Bertram d'être le « chef d'une bande de terroristes », l'agent de liaison entre la Gestapo et le P.O.U.M. L'accusation d'être un agent de la Gestapo, en regard de son passé révolutionnaire et de son activité jusque dans l'actualité immédiate, apparait comme une invention délirante.

Wolf Bertram, en tant que secrétaire du groupe communiste « Der Funke », a dû fuir l'Allemagne en mars 1933 devant les agents de la Gestapo. De son groupe « Der Funke » tous les adhérents antérieurs à 1933, à l'exception de Bertram, de sa femme et d'un seul autre camarade, ont été arrêtés, torturés et jetés dans des maisons de réclusion et des camps de concentration. Et c'est contre Bertram, poursuivi lui-même par la Gestapo, que les staliniens lancent l'accusation d'être un agent de la Gestapo !

La haine des staliniens concerne le théoricien communiste d'opposition. Elle concerne l'auteur de la brochure de décembre 1936 « Espagne 1936, Allemagne 1918 » où déjà il démontrait que l'écrasement des travailleurs révolutionnaires par les staliniens en Espagne — auquel ils ont contribué depuis mai — était une conséquence inévitable de leur politique.

Leur haine concerne un homme qui a consacré exclusivement sa vie au mouvement révolutionnaire, depuis 1921 dans les rangs du Parti communiste autrichien, membre de la rédaction du « Rote Fahne » de Vienne et de la Section de propagande et d'agitation du C.C., du P.C.A., et qui, dès 1923, s'est solidarisé avec Trotski dans sa lutte contre Staline.

L'hostilité des staliniens reçut un nouvel aliment quand, en 1930, il forma avec Alfred Rosmer et Trotski le bureau de l'Opposition Communiste Internationale de Gauche. Elle ne diminua pas quand, en 1931, se séparant de Trotski à cause de divergences sur des questions d'organisation, ni quand, en 1933, il se dressa énergiquement contre Trotski au sujet de la fondation de la IVe Internationale.

La haine des staliniens le poursuivait constamment, justement à cause de son activité internationale qui, en Autriche comme en Allemagne, comme dans l'émigration, comme en Espagne, s'inspirait des fondements du marxisme pour combattre la politique stalinienne.

Dans l'émigration, il traita dans de multiples conférences et

articles les problèmes du mouvement ouvrier international. En novembre 1936, il partit pour l'Espagne et se mit aux côtés du P.O.U.M. pour offrir ses forces à la Révolution espagnole.

Incapable de se mesurer avec leurs adversaires sur le plan politique et par peur de voir dévoiler leur politique criminelle, les dirigeants actuels de l'Internationale Communiste remplacent les discussions par le meurtre et la terreur !

### L'enlèvement

Le 9 octobre, la camarade C. D. passe devant le tribunal et fait la déclaration suivante :

« J'ai logé dans mon appartement, à Barcelone, un nommé Kurt Landau, de nationalité autrichienne, écrivain marxiste connu.

Le 23 septembre, vers 7 heures du soir, venaient deux agents de police, accompagnés d'un garde d'assaut pour arrêter Kurt Landau. Aucune perquisition ne fut faite, mais le détenu fut emmené rapidement.

Les recherches faites au commissariat général de l'ordre public aussi bien que dans toutes les prisons officielles n'ont donné aucun résultat. Depuis son arrestation, on ne sait plus où Kurt Landau a été emmené ni où il se trouve actuellement. Même le délégué général de l'ordre public, Paulino Gomez, dit à ceux qui s'intéressent à la disparition de Kurt Landau qu'il n'a pu avoir aucun renseignement de Valence en réponse à son intervention. Tous ces faits permettent de supposer que Kurt Landau a été arrêté sous les yeux des autorités responsables sans qu'on en fît part au délégué général de l'ordre public. Est-ce que les agents travaillaient pour leur propre compte ? Obéissaient-ils aux ordres de leur supérieur, c'est-à-dire le chef de police, M. Burillo ? Où a-t-on emmené Kurt Landau après l'avoir arrêté ? Qu'est-il devenu ?

Supposant que les faits mentionnés présentent les délits suivants : enlèvement illégal, privation de liberté, peut-être assassinat, la soussignée en fait part aux autorités.

Elle prie le tribunal d'en prendre acte et d'ouvrir l'instruction dans le but de savoir ce qu'est devenu Kurt Landau et de punir les coupables. »

C. D.

Nous donnons maintenant la parole à Katia Landau :

« Quand on m'eut dit que Kurt Landau était arrêté par deux agents et un garde d'assaut, je crus d'abord à une arrestation normale. Plus tard, quand moi-même je fus emmenée au Paseo San Juan 104, siège du G.P.U., j'ai compris que le G.P.U. avait pu procéder « légalement », disposant de l'appareil de l'Etat, disposant par-dessus le marché d'un certain nombre de gardes « especialemente elegidos » (spécialement choisis), comme ils disaient, parmi les membres les plus fidèles des Jeunesses Communistes.



« Personne ne sait où et pour qui nous travaillons. Et quand notre service est terminé, nous n'avons rien vu, rien entendu. Oui, c'est de l'obéissance aveugle, si vous voulez, mais c'est juste ce qui convient à un militant convaincu », me disaient-ils.

Oui, je les ai connus, ces jeunes « idéalistes », qui, pour quelques centaines de pesetas de plus par mois, se prêtent à tout et nous ont assez écœurés avec leur « orgueil » de militants de « premier choix ». Il n'y a pas le moindre doute sur ceux qui ont arrêté Kurt Landau. Nous savons aussi que la maison était déjà surveillée quelques jours avant par un couple, un homme et une jeune femme blonde, en apparence des étrangers. La description de la femme nous laisse soupçonner qu'il s'agit de S. K., agent du G.P.U. à Barcelone. On a d'ailleurs choisi le moment où Kurt Landau était seul à la maison. Les témoins disent qu'on lui donna à peine 3 à 5 minutes pour changer de vêtements et déjà la voiture, une Rolls Royce, grande et élégante, avait disparu en direction de Barcelone. Depuis, aucune piste, aucune nouvelle.

De quoi les staliniens accusaient-ils Kurt Landau ? Je ne cite que les accusations essentielles répétées dans tous les interrogatoires des camarades étrangers, membres du P.O.U.M. L'accusation la plus grave, à laquelle ils donnaient la plus grande importance, c'était que Kurt Landau avait été membre du Comité Exécutif du P.O.U.M. Inutile de dire que c'était une invention pure et simple parce que le C.E. du P.O.U.M. ne comprenait que des camarades espagnols. Ensuite la presse stalienne internationale faisait de lui le « chef théorique » du P.O.U.M. (numéro spécial de l'« Internationale » du mois de septembre 1937). Dans les interrogatoires du camarade P., on accusait Kurt Landau d'avoir créé le groupe allemand du P.O.U.M., véritable organisation terroriste pour préparer les événements de mai. Des lettres politiques furent transformées en documents prouvant la préparation d'actes de terreur non seulement contre Staline, mais contre tous les chefs de la Troisième Internationale ! Les staliniens n'ont vraiment pas de chance ! Accuser de terrorisme un militant qui a toujours combattu le terrorisme individuel de toutes ses forces... Mais peu leur importe la vérité.

Un des plus ignobles agents du G.P.U., Moritz Bressler, alias von Ranke a réduit toute l'accusation à son minimum. Lui et sa femme, Seppl Kapalanz, ont fait arrêter un camarade, le soupçonnant de savoir où Kurt Landau se trouvait. « Si vous ne nous donnez pas son adresse, disaient-ils, vous ne sortirez jamais de la prison. C'est un ennemi du front populaire et de Staline. Dès que nous saurons où il vit, nous irons le tuer. »

### La grève de la faim

L'enlèvement s'est fait le 23 septembre. Les camarades espagnols, les amis étrangers ont fait toutes les démarches et interventions nécessaires dans le cas d'une arrestation normale. Tout cela n'a donné aucun résultat. Et pour nous, emprisonnés depuis

des mois et des mois, sans interrogatoire, sans accusation formelle, se posait la question : « Est-ce que nous pouvons nous taire devant le fait qu'ils ont fait disparaître, hier, Andrès Nin, aujourd'hui Kurt Landau ; à qui le tour demain ? Est-ce que nous devons nous résigner devant des méthodes pareilles de gangstérisme politique ? Il n'y a pas d'autre moyen de protestation pour un prisonnier politique que la grève de la faim. Je tiens à dire que mes camarades ne se sont pas solidarisées avec moi par pitié, mais par conviction politique, pour dire à haute voix que nous, bien que prisonnières condamnées à l'inactivité, nous ne pouvions et ne voulions pas nous taire. Nous avons parlé, et on nous a entendues là où nous avons voulu être entendues : dans les usines, partout où nos camarades travaillent, les ouvriers comprenaient le sens politique de notre grève de la faim.

Et M. Irujo, ministre de la justice, « brave » catholique, comprenait aussi ; il comprenait que cette grève allait s'étendre, et que le dimanche 22 novembre devaient se solidariser des centaines de prisonniers antifascistes pour protester vigoureusement contre les méthodes staliniennes. Mettre fin à cette fâcheuse histoire coûte que coûte et, si possible, à l'amiable, c'était l'unique intention de M. Irujo. C'est pour cela qu'il est venu personnellement, le 22 novembre, lui, le ministre, rendre visite à une prisonnière. C'est pour cela qu'il a parlé des assassins de Nin et de Landau. Il a parlé sans aucune preuve, pour mettre fin à la grève et pour donner une bonne gifle aux staliniens qui se sont rendus extrêmement ridicules en m'accusant formellement d'être impliquées dans la disparition d'Andrès Nin, pour me punir d'avoir parlé d'une autre disparition.

Une semaine après la grève de la faim on m'a mise en liberté. Une semaine après ma libération, le « Grupo de Informacion » m'arrêta à nouveau. Arrestation classique, c'est-à-dire sans mandat d'arrêt, par la force brutale. Avec moi, la camarade E. H. était arrêtée aussi. Avant de monter dans la voiture, je voulus appeler quelqu'un pour en noter le numéro ; je m'aperçus qu'elle n'en avait point. Quelques jours avant, le 2 décembre, M. de Juan, directeur de la Sûreté m'avait dit : « Vous avez malheureusement raison. Il y a eu des enlèvements, il y a eu des voitures sans numéro, mais je vous assure qu'il n'y en a plus ». Après mon arrestation faite par le « Grupo de Informacion », M. Zagazugoïta, ministre de l'Intérieur, en réponse à de multiples interventions en ma faveur, se déclara impuissant en face du G.P.U., section de son propre ministère.

## Les bases de l'accusation

Si je m'étends sur ma deuxième arrestation, c'est pour démontrer sur quoi se basent les accusations d'espionnage contre des révolutionnaires et aussi quels sont les « hommes » qui sont venus en Espagne pour nous « juger ».

Nous arrivons enfin au Paseo San Juan 104, maison du G.P.U.



de Barcelone. On entre tout de suite dans un bureau et le premier interrogatoire commence aussitôt, le seul d'ailleurs fait par un Espagnol. Celui-ci se réfère aux événements de mai et à ma participation à ces événements. Après, il me demande au moins trois fois si je suis juive. Devant son insistance, je lui demande pourquoi cela l'intéresse tant. Il me dit : « Pour nous c'est une question de race ». Je lui réponds que pour nous communistes et socialistes, la question de race ne se pose pas. Mais que cela me rappelle le langage des fascistes allemands. Il veut me faire croire que nous nous trouvons dans le ministère de l'Intérieur. Je demande à voir le ministre de l'Intérieur, qui, dis-je, m'a mise en liberté, il y a une semaine. Il avoue alors que ce n'est pas le ministère, mais un « departamento » (une section), ce qui, d'après lui, est la même chose.

A six heures du soir, le directeur du « departamento », accompagné d'un étranger, arrive. Cet étranger s'enferme avec moi dans un bureau. Comme je me plains d'être arrêtée par force, sans mandat d'arrêt, il nous dit : « Nous sommes le ministère de l'Intérieur, nous arrêtons qui nous voulons et nous nous fichons des mandats d'arrêt de la préfecture». Et faisant allusion à l'arrestation récente de Gaston Ladmiral, il dit : « Nous arrêtons — et sans mandat d'arrêt — des gens qui étaient libérés par l'intervention directe du gouvernement français. Nous travaillons indépendamment de tout ».

Il me dit que je ne suis pas détenue, mais retenue seulement parce que je connais beaucoup de monde. Et qu'ils attendent que je leur donne des renseignements précieux. Je déclare que premièrement je connais très peu de monde et que deuxièmement je ne suis pas disposée à donner des renseignements au « Grupo de Informacion ». Après cette déclaration, l'atmosphère change. Il me dit tout tranquillement que je ne sortirai jamais vivante de cette maison, qu'on me fusillera dans les huit jours. Je lui réponds qu'il est plus probable qu'ils me laisseront crever lentement. Comme il parle avec un accent autrichien, je lui pose quelques questions d'où il résulte que nous devons nous connaître du parti communiste autrichien. Je me rappelle enfin l'avoir vu, il y a dix ou douze ans, au siège de P.C.A., à Vienne, et je me rappelle enfin son nom, Léopold Kulcsar.

Après une heure d'entretien, accompagnée par lui, par son secrétaire, un nommé Harry, petit voyou hongrois, et par le directeur du « departamento » je monte au premier. On m'introduit dans un appartement de grand luxe, salon, chambre à coucher, cabinet de toilette, salle de bain. C'est l'appartement du directeur. Je demande le même soir des renseignements sur les autres camarades. On me dit que tous vont bien, tous ont des lits, des couvertures. J'apprends plus tard que ces brutes ont laissé Else dans une chambre de débarras sans lumière, sans couvertures pendant cinq jours, une autre détenue, *ouvrière-vendeuse, qui est d'ailleurs cardiaque, est restée dix jours et dix*

*nuits sans lit, sans matelas, sans couvertures, sur une chaise. Elle est tombée gravement malade.* De la calle Vallmajor, par l'intervention du directeur de la prison, on l'a emmenée à l'hôpital. Au Paseo San Juan on l'aurait laissée tranquillement mourir. On me disait souvent : « Si vous voulez recommencer la grève de la faim, allez-y. Oh ! ces idiots d'Espagnols ne savent pas travailler, nous nous vous laisserons crever tranquillement ». Dans toutes ces conversations, cet individu parlait avec le plus grand mépris des Espagnols, de ces imbéciles auxquels il faudra donner des leçons. Les autres camarades interrogés par des étrangers m'ont raconté la même chose. Ces aventuriers venus de tous les coins du monde se croyaient maîtres de l'Espagne.

Quand, au cours d'un interrogatoire, je parlais du chef de police, Paulino Romero ou du directeur de la Sécurité qui nous avaient reçues et donné des papiers d'identité provisoires, il menaçait de les punir : « Tous ces gens-là, nous les chasserons. Nous avons pris maintenant tout en mains ».

Le jeudi 9 décembre 1937, deuxième jour de mon arrestation, Léopold Kulcsar se précipite dans ma chambre à sept heures du matin, quelques feuilles de papier à la main. Il prétend que ces quelques bouts de papier sont des plans, dessinés par moi, qu'il a trouvés dans ma chambre. Il dit qu'il savait d'avance que j'étais une espionne, mais qu'il ne s'attendait pas à trouver des preuves tellement éclatantes.

Comme je n'étais pas présente pendant la perquisition de l'appartement où j'habitais, je supposai qu'on y avait introduit après coup ces papiers, de véritables plans peut-être. Il ne s'agissait même pas de cela. La chambre où j'habitai avec E. H. pendant une semaine appartenait à un jeune dessinateur, au front à l'époque. Les soi-disants plans étaient des dessins faits par lui pour participer à un concours. Mais cela ne me servait à rien. Dès qu'il résultait clairement que je n'avais jamais vu ces feuilles, on me disait : « Tant pis pour vous. C'est une nouvelle preuve. D'ailleurs vous avez fait de l'espionnage même dans la prison des femmes » soutenue par la directrice, qu'il se promettait de chasser aussi bien que M. Tassis, directeur général des prisons, trop indulgent, paraît-il. « Nous savons, me dit-il, que vous avez écrit des lettres illégales à votre ami, M., à Genève, rédacteur du « Journal des Nations ». — « Comment à mon ami M., je ne le connais point ». L'homme se met à rire : « Vous ne le connaissez pas ? C'est grotesque ; vous voulez nier que vous avez vécu avec lui pendant des années en ménage à trois ? Et les témoins ne manquent pas », me dit-il.

M. m'était connu de nom comme un stalinien 100 %. N'est-il plus aussi fidèle à la ligne stalinienne qu'auparavant ? Je ne le sais pas. De toute façon on l'avait mal choisi, étant donné que je ne le connaissais pas personnellement. Quand j'insiste pour qu'on me montre une seule lettre illégale écrite par moi à M., Léopold Kulcsar se dégonfle très vite. Il dit que ce n'est pas moi mais



Kurt qui a entretenu cette correspondance avec M., type qui serait particulièrement suspect parce qu'il est directement soutenu par le gouvernement anglais en tant qu'« agent de l'Intelligence Service ». Mais comme on ne peut pas trouver Kurt, on se contentera de moi, en faisant de moi la personne principale du futur procès d'espionnage militaire.

On menace de me transférer à la prison militaire, de faire le procès le plus vite possible, et de me fusiller dans les huit jours. Léopold Kulcsar me dit textuellement : « Moi, je suis venu en mission spéciale pour le cas Landau. Ma mission historique est de donner les preuves que parmi vingt trotskistes, 18 sont des fascistes, des agents de Hitler et de Franco. Vous êtes peut-être un bonne révolutionnaire subjectivement, mais vous êtes persuadée qu'une victoire de Franco sera plus favorable pour une réalisation de vos idées trotskistes que la victoire du stalinisme ».

De Kurt, il parlait avec une haine personnelle toute particulière. La phrase : « Je suis venu pour prendre une vengeance sanglante sur Landau » revenait à tout instant. « S'il tombe un jour entre mes mains, je le lui ferai payer cher ». Il ne m'a d'ailleurs jamais dit de quoi il voulait se venger. J'avais très souvent l'impression, en présence de cet homme, d'être placée devant un cas pathologique. Cet homme paraissait ne plus savoir ce qu'il disait. Je me rappellerai toujours certaines phrases comme, par exemple : « Je suis un homme profondément religieux. Que votre sang retombe sur ma tête. Je suis convaincu que vous êtes espionne, mais si je me trompe, tant pis. Moi, j'en prends la responsabilité ».

« Si Kurt, disait-il, s'était échappé de l'Espagne, tout était préparé déjà pour le dénoncer à la police française pour espionnage dans le Sud de la France en accord avec des éléments fascistes. Il menaçait également d'autres camarades, qui figuraient dans ma correspondance, de les dénoncer à la police française pour leur rendre impossible le séjour en France.

On m'accusait, en premier lieu, d'avoir vendu des plans à la France, tandis que Kurt avait organisé les transports d'armes pour la F.A.I. et le P.O.U.M. On insistait surtout sur ma visite chez le consul autrichien la veille de mon arrestation ; on me reprochait d'avoir fait de l'espionnage avec l'ambassade autrichienne à Paris. La preuve : mon passeport avait été prolongé pour cinq ans.

Parfois des Espagnols, des fonctionnaires du « departemento », comme Alfonso Martinez, assistaient aux interrogatoires. Après, ils venaient me voir pour se moquer de cet étranger qui ne me ferait jamais parler, disaient-ils.

### Relachée sans procès

Le 18 décembre, on m'a transférée à la calle Vallmajor 5, prison semi-clandestine, dépendant directement et uniquement du « de-

partamento ». Trois semaines avant ma libération, le chef actuel du « departemento » vint me voir à la prison et me demanda : « Dites-moi réellement, Madame Landau, pourquoi êtes-vous ici ? » Cette question m'était posée par ce même senor Ordonez (socialiste qui se prononce ouvertement pour la fusion de son parti avec le parti communiste) qui, le 9 décembre, avait signé mon soi-disant mandat d'arrêt (arrêtée pour de graves soupçons d'espionnage militaire). Je lui ai demandé qui avait autorisé Léopold Kulcsar à venir, comme il disait lui-même, en mission spéciale pour prendre une vengeance sanglante sur Landau. Malheureusement Ordonez ne m'a pas répondu.

Dans la nuit du 29 au 30 décembre 1938, à deux heures du matin, on ouvre brusquement ma cellule : « Corre, corre, en libertad ». (Cours, cours, en liberté). On me donne à peine deux minutes pour m'habiller. Comme on m'a volé tout, jusqu'à la dernière chemise, je n'ai pas de valise à préparer. Quelle chance!

Avec E. H., on m'emmène à la calle Corcega 299, (la Police d'Etrangers). C'est l'expulsion alors ? Quand je refuse nettement de l'accepter, on me menace de me mettre dans les cachots les plus sales et les plus ignobles ? « Est-ce qu'il y en a de plus ignobles que ceux de votre propre prison clandestine ? » On ne me répond pas sur cette question indiscrète.

On a alors recours au chantage moral. Si je refuse l'expulsion, aucun de mes camarades ne partira. Je cède après avoir parlé avec le directeur de la maison, V. S., qui m'assure devant les autres camarades, en donnant sa parole d'honneur, que Kurt vit, qu'il se trouve dans une prison espagnole et qu'il sera expulsé prochainement. Quand je le prie instamment de ne pas me tromper pour me faire partir, que je partirai mais qu'il me dise la vérité, il dit : « Ce serait jouer honteusement avec vous. Je ne me prêterai jamais à un rôle pareil ». Pour me donner plus de confiance, il me parle de son passé de militant et finit par ces mots : « Kurt sera expulsé, je vous le promets, et exactement de la même façon que vous. Partez tranquillement. Peut-être même une grande joie vous attend-elle déjà à Paris ».

***

Quelques mots encore sur Léopold Kulcsar (Maresch) qui est venu à Barcelone en tant que « juge d'instruction » pour le cas Landau. J'ai toujours eu l'impression qu'il n'appartenait pas à l'appareil, mais qu'il voulait faire carrière avec le cas Landau. Je crois que dans le G.P.U. on avait plutôt un certain mépris pour lui, mais on l'a admis parce qu'il venait de très haut.

Lui et sa femme, Ilse Kulcsar, ont été exclus du parti communistre autrichien en 1927, sous l'accusation d'être des mouchards de la police. Leur réputation morale dans le mouvement ouvrier est des plus déplorables. Tandis qu'elle est une carriériste absolument sans scrupules, on reproche à Léopold Kulcsar le vol de l'argent du parti social-démocrate, parti auquel il a adhéré



depuis son exclusion du parti communiste. Tous deux appartenaient d'ailleurs au groupe « Neubeginnen » de même que Marc Rein.

Quittant l'Autriche après l'insurrection de février 1934, ils se rendirent à Prague. Dernièrement Léopold Kulcsar a travaillé à l'Ambassade Espagnole de Prague comme chef de service de presse, comme il disait, mais en vérité comme attaché militaire.

Pour caractériser cette ambassade de Prague, nous citerons le cas suivant : La famille d'un camarade étranger membre du P.O.U.M., arrêté avec nous à Barcelone, s'adresse à l'ambassade pour demander une intervention en faveur de son fils. « Votre fils est un brave garçon, lui dit-on. Mais ses amis sont tous des agents de la Gestapo. Donnez-nous les noms de deux ou trois d'entre eux et votre fils sera relâché. Aujourd'hui même nous enverrons un télégramme à Barcelone pour empêcher le pire. »

Le 28 janvier 1938, Léopold Kulcsar est mort à Prague. M. Asua, ambassadeur espagnol à Prague, n'a pas manqué de faire des éloges chaleureux du défunt et de parler des grands mérites de L. K. dans la Révolution espagnole. « Le surmenage, disait-il, a accéléré la mort de ce brave. » En effet, L. K. s'est sacrifié en nous interrogeant des nuits entières ; il s'est surmené en inventant toujours des méthodes nouvelles de tortures physiques et morales. M. Asua sait estimer des mérites et des sacrifices pareils, mieux que personne, paraît-il.

Mais il pourrait peut-être nous dire qui a autorisé Léopold Kulcsar à aller en Espagne, qui lui a donné des pleins pouvoirs et qui lui a ouvert les portes hermétiquement fermées, en général, du Paseo San Juan.

Léopold Kulcsar est mort. Mais Ilse Kulscar vit « heureusement » et continue les bonnes traditions de la famille. Nous l'avons vue deux fois au Paseo San Juan, assistant aux interrogatoires. En ce moment, elle est à Paris, remariée avec un stalinien espagnol. Ilse Kulcsar-Barea répand ici le bruit que le gouvernement espagnol a commis une grave erreur en me relâchant, que je suis très menteuse et qu'on aurait dû me faire parler (avec les méthodes de Santa Ursula, n'est-ce pas Ilse Kulscar ?), parce qu'il paraît que je sais très bien où Kurt se trouve, c'est-à-dire à Rio de Janeiro !

Certes, on peut répandre les légendes du G.P.U. quand on y est directement intéressé, mais on devrait y mettre un peu plus d'esprit et d'intelligence.

D'ailleurs Ilse Kulscar, comme Moritz Bresseler et pas mal d'autres, démontrent leur dévouement à la cause de l'Espagne républicaine au cours des heures tragiques qu'elle vit actuellement en prenant leur café tranquillement au « Dôme », à Paris.

**Nous conclurons par un rapport de la camarade E. H. dont on voulait faire un témoin à charge contre Katia Landau.**

Je fus arrêtée du 17 juin 1937 au 29 novembre 1937 et mise à la disposition du tribunal spécial d'espionnage de Madrid. Relâchée à la suite d'une intervention directe du Ministre de la Justice d'alors, Irujo, le 8 décembre 1937. je fus arrêtée à nouveau, avec Katia, alors que j'allais rendre visite aux camarades femmes dans la prison. L'agent donna comme explication que Katia devait fournir des précisions sur un document délivré par son consul ; moi, je n'étais emmenée que pour la sécurité de Katia.

Arrivées à la maison où se trouvaient les bureaux du « departamento » on procéda à notre séparation immédiate et je fus enfermée dans des w.-c. Dans cette étrange cellule, on mit avec moi un agent, vraie tête de brute, qui me menaçait sans cesse de son revolver.

On m'annonça que j'étais arrêtée par ordre du Ministère de l'Intérieur. Je protestai immédiatement contre cette mesure prise sans mandat d'arrêt.

Je fus emmenée dans une antichambre où je retrouvai le même agent qui nous avait arrêtées. Dans la conversation, il me dit : « Il y a quinze jours que j'ai vu Landau dans un café à Paris ».

A l'heure du déjeuner, tous les agents quittèrent la maison ; j'eus donc l'occasion d'échanger mes impressions avec Katia durant trois heures, malgré notre « isolement » le plus rigoureux.

Emmenée ensuite au deuxième étage, je dus reconnaître que la maison contenait outre les bureaux, toute une prison. Pendant les cinq heures qu'il me fallut passer sur une chaise, surveillée par un agent de police, j'eus l'occasion de voir un prisonnier avec des menottes et un autre enfermé dans une sorte d'armoire à porte double.

A 23 heures, je fus conduite dans un autre bâtiment de la maison où un étranger, Léopold Kulesar, qui devait m'interroger plus tard, me regarda durant dix minutes. Puis il prit ma date de naissance et me demanda mon sac à main, déjà examiné, qu'il ne me remit pas d'ailleurs. Il passa chaque feuille d'un carnet de papier à cigarettes au laboratoire pour les examiner. Il prétendit, au sujet d'une feuille de papier à lettres, pouvoir déceler, sans lampe de quartz, l'écriture à l'encre sympathique. Ainsi il prétendit qu'une simple clef de valise était celle d'un coffre-fort. Il mettait ainsi le comble à son imagination par cette déclaration sensationnelle : un collier de perles en cire d'une valeur d'une centaine de francs était composé de vraies perles. Il ne tint pas compte de mon observation qu'on ne porte pas de trésor dans un sac à main, prétendant que c'était justement une vieille pratique pour camoufler des valeurs. Il maintenait que cinq photos de mon mari représentaient cinq hommes différents. Tout à coup en rapprochant une de ces photos de mes yeux, il s'écria : « C'est Landau ! » Ensuite apparut son secrétaire, dit Harry, qui connaissait l'espagnol, alors que son chef l'ignorait presque complètement.



A l'aube, on m'emmena dans un appartement luxueux où l'on avait mis Katia sous le prétexte qu'elle devait m'identifier. En quittant la chambre, on me demanda si le cadre où demeurait Katia ne me faisait pas réfléchir et lorsque je répondis « non », on me dit : « Eh bien, elle a tout avoué ». Après huit heures d'interrogatoire, je fus conduite dans ma cellule. C'était une toute petite pièce remplie comme un bric-à-brac : lampes, tableaux, etc... Un sommier de métal sans matelas devait me servir de lit, un pupitre d'oreiller. Pas de couverture, des volets fermés hermétiquement. Pas d'électricité, pas d'air, pas de lumière. A cette époque sévissait un grand froid. Grâce seulement à des massages permanents je pus empêcher mes jambes et mes mains de geler ; je ne pouvais pas me permettre de m'endormir toute la nuit. Les agents de police avaient l'ordre de ne m'ouvrir les portes que pour aller aux w.-c. trois fois par jour. Toutes les réclamations au sujet du savon ou des serviettes étaient repoussées. Je ne pus alors me laver pendant dix jours.

Pendant des nuits on vint me chercher pour de courts interrogatoires et confrontations ; un jour le commissaire vint. Il m'apporta le mandat d'arrêt expédié par le même département en disant que j'avais été arrêtée sur des soupçons d'espionnage militaire. Il profita de cette visite pour bien constater l'état « parfait » de mon logement.

Les confrontations avaient lieu avec des camarades mais aussi avec des personnes inconnues, parmi elles , Ilse K., la femme de L. K.

Lorsque dix jours après on me rendit ma valise, je remarquai tout de suite qu'on y avait mis une boîte avec des films et des photos ; je protestai immédiatement.

Toutes les questions de l'interrogatoire concernèrent l'activité de Katia et la mienne durant notre brève liberté.

Comme je me gardais toujours de citer des noms de camarades, on m'accusait sans cesse de protéger des fascistes. Quand je parlais d'une visite chez le consul autrichien, le commissaire donnait une grande importance à cette entrevue et parlait d'un trafic d'armes que Landau avait organisé avec le consul. Le point principal de l'interrogatoire portait sur la question suivante : « A quel personnage Katia Landau avait-elle donné rendez-vous après sa sortie de l'hôpital ? » Cette question était répétée sur un ton monotone durant une demi-heure et le commissaire ayant perdu la voix, il passa la parole à son secrétaire qui continua; enfin ils questionnaient en chœur.

On m'obligeait à rester debout pendant cette demi-heure devant le bureau. Bien que tout mouvement me fut défendu, je fus forcée de quitter mon manteau, malgré un froid terrible. On répétait la question toujours sur le même rythme en battant la mesure avec un peigne sur la table.

Au cours de l'interrogatoire, on me montra des plans, des graphiques, etc., trouvés dans ma chambre : c'étaient des dessins

faits par un jeune dessinateur pour un concours officiel et rien de plus.

On m'avisa que je serais jugée dans les huit jours. Le commissaire pourtant se déclarait prêt à me sauver de la honte d'être fusillée comme fasciste, à condition que je nomme enfin les complices. Persuadé de mon innocence, il ne pouvait pas m'aider, parce que je lui rendais cela impossible ! Il prétendait que toute ma correspondance (qui m'arrivait à la prison après être passée par la double censure de la frontière et de la prison) était expédiée par des gens très suspects. Il désignait des amis anglais propriétaires d'hôtel dans une petite station balnéaire près de Barcelone (et correspondants du « New Chronicle ») comme des agents de l'Intelligence Service. Puisque j'avais vu chez eux, en mars de la même année, l'agent du G.P.U. Moritz Bressler (alias von Rank) avec sa femme Seppel Kapalanz, tous deux employés du même « departemento », je les citai comme témoins.

Toujours la déclaration du commissaire se répétait d'après laquelle il n'avait aucun intérêt à poursuivre les camarades du P.O.U.M. : mais seulement des fascistes et les chefs du complot, ce qui voulait dire : Landau et sa femme.

Le dernier interrogatoire se fit comme suit : le commissaire était seul, il me demanda sur un ton mystérieux de lui avouer maintenant tout. Il prétendit vouloir « profiter du temps d'absence de son secrétaire pour me donner une dernière occasion de me justifier, lui donnant la possibilité de me sauver. Il me donna même à espérer un voyage très prochain à Paris avec lui. Ensuite il m'annonça pour le lendemain un interrogatoire final et la présentation du procès-verbal pour la signature, mais ni l'un ni l'autre ne se produisit. Le 18 décembre, je fus transférée à la prison préventive, calle Vallmajor 5. Je fus mise dans une petite cellule où se trouvaient déjà trois femmes espagnoles. Il n'y avait ici aucune aération comme dans ma cellule précédente. Trois jours avant mon relâchement apparut encore une fois Harry dans ma cellule et il me présenta une photo inconnue. Comme je disais ne pas reconnaître cette figure, il insista : « C'est Landau ».

Dans la nuit du 29 au 30 janvier 1938, je fus informée, vers deux heures du matin, que j'étais relâchée.

## LE CAS MARC REIN

Dans la nuit du 9 au 10 avril 1937, le journaliste Marc Rein a disparu de l'Hôtel Continental de Barcelone où il vivait. Marc Rein était membre des Jeunesses Socialistes Françaises. Politiquement il n'était pas adversaire direct du stalinisme. Il défendait le Front Populaire et collaborait en France avec les staliniens. Son père, malgré ses efforts désespérés pour le retrouver et même avec l'aide des autorités espagnoles, n'y est pas parvenu.



Marc Rein est le fils du socialiste russe Abramovitch. Ce dernier joue un grand rôle dans l'émigration. Il est membre de la rédaction du « Courrier Socialiste », bi-mensuel, du parti socialiste de Russie, qui se trouve en relation avec des militants séjournant en Russie. On comprend l'intérêt que le G.P.U. portait aux personnes liées, ne fût-ce que par des liens de famille aux dirigeants du « Courrier Socialiste ».

Le séjour de Marc Rein à Barcelone n'était pas un secret pour le G.P.U. Ses agents ont probablement espéré ou bien tirer de Marc Rein des renseignements qui les intéressait ou bien de faire un chantage sur son père. Il n'est pas exclu qu'ils voulaient en tirer le nom d'un « vieux bolchevik » qui a publié, il y a un an, une longue lettre démasquant les crimes de Staline en U.R.S.S.

C'était une possibilité séduisante pour le G.P.U. Marc Rein, non adhérent aux idées politiques de son père, devint la victime des manigances du G.P.U. Il fut enlevé de Barcelone et beaucoup de ceux qui connaissent les méthodes staliniennes croient qu'il a été emmené en Russie, soit pour le faire déposer contre son père ou bien en tant qu'otage.

Marc Rein a quitté son hôtel le 9 avril, sans manteau, sans chapeau. On ne l'a plus revu depuis. Une seule lettre est arrivée après sa disparition, adressée à son ami Nicolas Sundelevicz (arrêté depuis juillet 1937, sous l'accusation peu originale d'avoir voulu tuer Staline), lettre provenant de Madrid. L'écriture a été reconnue par Abramovitch comme étant celle de son fils, la date du 13 mai ayant été, sans doute, ajoutée par une main inconnue. Nous tenons à ajouter que Leopold Kulcsar, l'individu qui est venu à Barcelone en « mission spéciale » pour le cas Landau, qui a fait arrêter, le 8 décembre 1937, les camarades Katia Landau, E. H. et d'autres, sous l'inculpation d'espionnage militaire, appartenait, non seulement au parti socialiste autrichien, mais en même temps au groupe « Neubeginnen » (Miles) dont faisait partie Marc Rein. Comment exclure la possibilité que la femme de Léopold Kulcsar, Ilse Kulcsar, depuis octobre 1936 en Espagne, pourrait spécialement nous renseigner sur la disparition de Marc Rein ?

## L'AFFAIRE ERWIN WOLF

Erwin Wolf, citoyen tchécoslovaque, vint à Barcelone à la fin du mois de mai 1937 en tant que correspondant d'un journal anglais « Spanish News », journal défendant le front populaire. Tout de suite après son arrivée, il se présenta aux autorités espagnoles et fit son adhésion à l'organisation officielle des journalistes étrangers à Barcelone.

Le 27 juillet 1937, vers le soir, Erwin Wolf fut arrêté pour la première fois. Avec un autre journaliste, il fut emmené à la Puerta del Angel 24, c'est là ou P. et K. Th. l'ont vu pour la

dernière fois. Le lendemain, Wolf fut mis en liberté. Il est extrêmement intéressant de noter que tandis que la presse espagnole n'a rien publié sur l'arrestation de Wolf et de l'autre journaliste, le journal fasciste italien « Corriere della Serra » du 29 juillet publiait la note suivante : « La police secrète d'Etat espagnole a procédé, le 27 juillet 1937, à l'arrestation des journalistes Erwin Wolf et R. ST. On les a emmenés à la Puerta del Angel 24, pour ouvrir l'instruction sur leur activité politique ».

L'arrestation de ces deux journalistes n'était connue que de quelques « initiés ». Une preuve de plus que les fascistes italiens ont bien placé leurs agents au sein même du G.P.U.

Après sa mise en liberté, Wolf rentre à son domicile habituel. Apprenant que son journal cesse de paraître, il se décide à quitter l'Espagne. Il n'a aucune difficulté pour obtenir son visa de sortie. Le jour de son départ, son ami Tioli le prie, par téléphone, de passer chez lui pour chercher le courrier. Wolf promet à sa femme de ne pas tarder plus d'une heure. Une heure plus tard il avertit sa femme qu'il viendra un peu plus tard.

Depuis ce jour, Wolf et Tioli ont disparu. La Chambre de Tioli, à l'hôtel Victoria, fut surveillée par la police pendant des semaines, et on arrêta tous ceux qui le demandèrent.

La femme de Wolf, norvégienne, fille du député socialiste, chez lequel a vécu Trotski en Norvège, cherche son mari dans toutes les prisons de Barcelone. On lui conseille enfin de s'en aller le plus vite possible pour ne pas partager le sort de son mari. Ce n'est que grâce à l'intervention énergique du consul norvégien qu'elle échappe à l'arrestation au moment de partir.

La sœur de Wolf intervient auprès de l'ambassade espagnole à Prague, en faveur de son frère. Le 10 octobre 1937, elle reçoit la réponse suivante :

LÉGATION ESPAGNOLE
Prague

« Madame,

« J'ai l'honneur de vous communiquer que, d'après un renseignement officiel de la Direction Générale de Sécurité, dont nous fait part le Ministère de l'Intérieur, votre frère, Erwin Wolf, s'est trouvé en prison, arrêté pour activité subversive. Il fut mis en liberté le 13 septembre 1937.

*« Le Secrétaire de l'Ambassade Espagnole à Prague. »*

On ose alors prétendre que Wolf est arrêté pour « activité subversive ». Nous savons très bien pourquoi Wolf a été arrêté et pourquoi le G.P.U. l'a fait disparaître. Wolf a été secrétaire particulier de Trotski et il semble que cela se doive payer cher.

En février 1937, le « Matin » publiait une note disant que Wolf et Antonov Ovséenko ont été fusillés en U.R.S.S. Cela confirmerait la supposition que Wolf a également été enlevé et conduit en U.R.S.S.



En même temps, l'avocat de Wolf a reçu officiellement la nouvelle que Wolf se trouve dans une prison d'Etat en Espagne, à la disposition des tribunaux. On ne lui a pas permis de voir son client et pour cause !

## LE CAS MOULIN

Hans Freund, connu sous le nom Moulin, était un des membres les plus actifs du groupe trotskiste espagnol. Emigré allemand, il faisait ses études à Genève. Immédiatement après le 19 juillet 36, il part pour l'Espagne pour se mettre à la disposition du mouvement révolutionnaire espagnol.

En août, il travaille politiquement à Madrid. Il va comme journaliste au front de Guadarrama où le stalinien Galan menace de le fusiller pour son travail de propagande parmi les miliciens.

Depuis le mois de décembre 1936, il est à Barcelone, travaillant de toutes ses forces. A Barcelone, le G.P.U. ne l'a pas perdu de vue. Le Polonais Mink, agent du G.P.U., est chargé spécialement de sa surveillance.

Après les journées de mai, Moulin peut se cacher dans un faubourg de Barcelone. Ce n'est que le 2 août 1937 que des « inconnus » l'arrêtent dans cette ville. Depuis, aucune nouvelle.

Moulin était trotskiste convaincu, défenseur passionné de la IV[e] Internationale. Malgré les divergences politiques qui les séparaient, les camarades du P.O.U.M. l'ont toujours estimé comme un révolutionnaire pur et dévoué.

## LES AGENTS DU G.P.U. A QUI NOUS AVONS EU AFFAIRE

Les véritables dirigeants du G.P.U., en Espagne, sont quelques vieux agents du G.P.U. russe. Des spécialistes. La grande masse d'agents sont des staliniens de toutes les sections de l'I.C., des Allemands, des Polonais, des Italiens, des Hongrois, des Autrichiens, des Français, etc. La plupart d'entre eux sont venus en Espagne après le 19 juillet 36. Au lieu d'aller au front, ils ont préféré se caser dans l'appareil du G.P.U.

Le vrai chef du G.P.U., l'homme de liaisons entre le G.P.U. et les autorités espagnoles est un Russe ; il est grand, fort, avec des cheveux noirs, un nez plat de boxeur Il parle allemand mais avec un fort accent russe. Il interroge exclusivement dans des cas intéressants ; parfois il bat les prisonniers, mais en général il en donne plutôt l'ordre.

Un autre, Georg Scheyer, alias Szaja Kindermann, a été longtemps chef du service étranger du G.P.U. (Departamento Special

de Informaciones del Estado). Lui aussi a battu sauvagement les prisonniers.

Grande est déjà la réputation de Moritz Bressler, alias von Rank. Ancien commissaire politique du Bataillon Thaelmann, il le quitta bientôt pour travailler d'abord à la Puerta del Angel 24, plus tard au Paseo San Juan. Son amie, Seppel Kapalantz, travaille activement dans l'appareil du G.P.U.

Fritz, alias Karl Arndt, Allemand, alias Karl Meives, aux cheveux blonds, yeux bleus, grand, sportif, agent de G.P.U. et membre du P.S.U.C. comme tous les autres.

Alfred Herz. Travaille comme mouchard et agent provocateur. Travaillant en même temps avec la police des étrangers de la calle Corcega 299, il renseigne le G.P.U. sur tous les départs des étrangers, ce qui explique les arrestations inattendues au moment du départ.

Anton : berlinois, âgé de 45 à 50 ans. Taille moyenne, figure rouge, nez gros et large.

Hans : petit, très blond, âgé de 30 à 33 ans, lunettes ; a travaillé autrefois comme responsable du P.C.A. dans le territoire de la Ruhr. Travaille dans le G.P.U. de Barcelone et de Valence.

Gerhardt : Yougoslave. Parle bien le français.

Benjamin : Polonais, petit, cheveux noirs, raie au milieu, pâle, nez pointu, très nerveux, parle mal l'allemand.

Harry : Hongrois, taille moyenne, cheveux bruns ; les incisives supérieures lui manquent. Age, 26 à 28 ans. Parle allemand, français, anglais, espagnol.

Franz Feldmann : travaille sous le nom de Ferry. Hongrois, âge de 40 à 45 ans, chauve. Parle quatre à cinq langues.

A l'exception des noms de Feldmann, Herz, Kindermann, von Rank et Kulcsar, les autres noms sont, en général, des pseudonymes.

Imp. CERBONNET, 27, Rue de la Folie-Regnault, Paris (XI[e])

# SPARTACUS

**Directeur : René LEFEUVRE**

140, Bd Saint-Germain, Paris (VI[e])

*Cahiers parus* : 2 frs. le cahier

Victor SERGE : 16 Fusillés. Préf. de Magd. Paz.

ROSMER et MODIANO : Union sacrée 1914-193...

Jean PRADER : Au secours de l'Espagne Socialiste.

Rosa LUXEMBOURG : La Révolution Russe.

Marceau PIVERT, HERARD, MODIANO : 4 Discours et un programme.

A. et D. PRUDHOMMEAUX : Catalogne 1936-37. — Que sont la C.N.T. et la F.A.I.

Marcel OLLIVIER : Le Guépéou en Espagne (1 fr.).

Victor SERGE : Lénine 1917... 20 ans après (3 fr.).

Marceau PIVERT : Action directe contre le fascisme et la guerre (1 fr. 50).

Gustave DUPIN : Comment on provoque une guerre.

Romain ROLLAND, TROTSKY, BÉRANGER, GORKI : La duperie sanglante de l'union sacrée.

Paul LAPEYRE : Révolution et Contre-Révolution en Espagne.

France : 1 brochure 2 fr. 25 ; 5 brochures 8,50 ; 10 brochures : 16,50 ; 25 brochures : 37,50 ; 50 brochures : 67,50 ; 100 brochures : 120 francs.

## CONDITIONS DE VENTE

| Abonnements | France | | Autres pays | |
|---|---|---|---|---|
| Simples (6 et 12 numéros) | 11 » | 20 » | 13 » | 24 » |
| De propag. (tir. s[r] Lafuma) | | 50 » | | 60 » |
| De soutien (tirage s[r] Japon) | | 100 » | | 110 » |
| Multiples (5 ex. de ch. br.) | 44 » | 80 » | 50 » | 92 » |
| — 10 ex. de ch. br.) | 80 » | 135 » | 90 » | 155 » |

**A adresser : J. LEFEUVRE, 15, r. de la Huchette, Paris-V[e]**

**Chèque postal : Paris C. 633-75**

Imp. CERBONNET, 27, Rue de la Folie-Regnault, Paris XI[e]